M 6189 - 1142 - 8,00 F

ISSN 0024-7650

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - N° 1 142 - 4 mai 1990 - prix : 8 F

Policiens amnistiés, prisonniers révoltés

UNE SOCIETE À DEUX POIDS DEUX MESURES

Politiciens amnistiés, prisonniers révoltés

Deux poids, deux mesures, deux mondes

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Tous les hommes politiques impliqués dans l'affaire des fausses factures du Sud-Est bénéficieront d'un non-lieu. Voilà la plus récente conséquence de la loi d'amnistie votée récemment par le Parlement.

C'est tout un symbole après, par exemple, la révolte des prisons du dernier week-end d'avril, qui, partie du Nord, a commencé à s'étendre à quelques centres en France.

Car qu'est-ce qui a poussé les détenus de Loos-lez-Lille ou de Douai à monter sur les toits de leurs prisons pour manifester leur colère, pas bien méchamment d'ailleurs, en mettant le feu à quelques paillasses ou en jetant quelques briques sur les flics venus pour les déloger ?

Pas de quoi vraiment justifier les cris d'horreur et les appels à la vengeance poussés par les soidisant représentants syndicaux des matons, devant les caméras de la télé. Ce n'est pas en montrant ainsi leur âme de gardes-chiourme, impitoyables pour ceux qu'ils sont chargés de maintenir à l'ombre, qu'ils peuvent conquérir la sympathie des travailleurs. Ils la cherchaient pourtant il y a quelques mois, quand ils étaient eux-mêmes en grève !

La cause de cette révolte, ce sont sans doute les mauvaises conditions de vie dans les prisons. Mais plus immédiatement, tout le monde l'a dit, c'est la loi d'amnistie et les décisions de justice qui l'ont tout de suite suivie.

Attention, cette amnistie les députés, de droite comme de gauche, ne l'ont votée que pour eux-mêmes et leurs propres affaires. Les pots-de-vin illicites, les dessous de table illégaux, les commissions diverses prises dans les affaires publiques, c'est-à-dire sur le dos des contribuables, bref, ce qu'en bon français on appelle des escroqueries, tout cela n'a été pardonné que lorsqu'il s'agissait du financement des partis et des hommes politiques.

Ainsi un Nucci, Parti Socialiste, bien que quelques centaines de millions aient disparu du budget du ministère dont il était responsable, est maintenant blanchi. Mais des milliers de petits voleurs, dont les larcins ne se montent pas au centième de cette somme, croupiront pendant des mois ou des années dans les geôles de la République, dont Nucci est un notable.

Ainsi un Pasqua, RPR, ne fera pas un jour de prison, bien qu'il ait fait falsifier un passeport par ses services pour les besoins de sa basse politique. Mais les prisons sont pleines de petits délinquants qui vont y tirer des années pour avoir contrefait une signature ou trafiqué un document officiel.

Et Nucci et Pasqua ne sont que des exemples qu'on peut retrouver dans tous les partis de l'éventail parlementaire... et probablement dans toutes les grandes familles capitalistes. C'est toujours la même chose dans cette société : on emprisonne les voleurs de poules, on laisse ou on remet la légion d'honneur aux capteurs de millions.

Oui, il y a bien de quoi déclencher la colère. Et pas seulement de tous ceux qui, n'étant pas dans les allées du pouvoir ou ne faisant pas partie de la haute, doivent purger des années de prison avant même d'avoir été jugés. Car la France est, avec la Turquie, le pays d'Europe où il y a le plus de prison préventive.

Mais les prisons ne sont que le symbole de toute la société.

Il y a deux mondes dans ce pays. Il y a celui des puissants qui peuvent tout se permettre, quasiment impunément, et celui des exploités, que les premiers écrasent aussi impunément. Il y a celui des riches, toujours plus riches, et celui des pauvres, toujours plus pauvres.

Il y a les patrons qui gagnent en une heure l'équivalent du SMIC mensuel, et il y a un quart des ménages qui ne disposent que de 3 500 F par mois pour vivre. Il y a les revenus des actions qui ont augmenté de plus de 100 % en six ans, pendant que les salaires mensuels perdaient en moyenne 1 000 ou 1 500 F.

Bref, il y a toutes les raisons de se révolter. Et pas seulement dans les prisons, mais dans tout le monde du travail... pour aller faire le ménage dans celui des riches et des puissants.

SÉOUL, ISTANBUL...

LE 1er MAI RESTE UN JOUR DE LUTTE

Policiers et manifestants à Istanbul. (AFP)

Pour le centième anniversaire de cette manifestation traditionnelle du mouvement ouvrier qu'est le 1er mai, ce n'est certes pas en France que cette tradition s'est montrée la plus vivante. Des trois principales confédérations syndicales, une seule, la CGT, s'est sentie de taille à organiser un défilé à Paris. Celui-ci a rassemblé 70 000 personnes selon cette centrale, 12 à 15 000 selon la police. Mais il est certain que pour la plupart des travailleurs, le 1er mai institutionnalisé depuis des années – depuis Pétain ! – n'apparaît aujourd'hui que comme un jour férié légal et non comme une journée de lutte. La politique démobilisatrice des directions syndicales en porte une grande part de responsabilité.

Alors, il aura fallu les images de la télévision pour rappeler aux travailleurs, en France, que cette journée reste une journée de lutte pour la classe ouvrière internationale.

On a pu voir les images de la Corée du Sud, où d'importantes luttes sociales sont en cours ; de violents heurts ont eu lieu avec la police à Séoul et dans les principales villes du pays.

Mais, plus près de nous, c'est surtout en Turquie, une fois de plus, que la classe ouvrière a dû payer pour son droit à manifester. Même si depuis quelques années la dictature militaire instaurée par le coup d'Etat de septembre 1980 a cherché à se parer d'une façade parlementaire, le régime continue d'exercer une répression antisyndicale qui, à l'occasion, peut devenir violente. Ce 1er mai l'a encore démontré.

La centrale syndicale officielle Türk-Is, qui reste la seule autorisée en Turquie, avait appelé à limiter la célébration du 1er mai à des réunions au siège des syndicats ou sur les lieux de travail. Mais d'autres appels avaient circulé parmi les travailleurs, notamment à Istanbul l'appel à manifester sur la place Taksim, place principale de la ville et lieu traditionnel des manifestations ouvrières avant la dictature militaire. Pour empêcher cette manifestation, Istanbul a été mise en état de siège et quadrillée par la police. Plus de 380 personnes ont été interpellées. La police a tiré et fait 14 blessés...

Au moment où on nous dit que la liberté aurait triomphé dans le monde grâce à l'effondrement des dictatures héritées du stalinisme, voilà qui rappelle que l'émancipation de la classe ouvrière reste à accomplir, y compris dans un pays comme la France où, si elle a le droit de manifester, elle a aussi et surtout, comme toutes les autres, le droit de se faire exploiter...

André FRYS

1er MAI INHABITUEL À MOSCOU

Sur la Place Rouge à Moscou, ce fut donc un 1er mai pas comme les précédents. La première partie du défilé, celle organisée par les syndicats, qui sont, nous dit-on, proches des "conservateurs", arborait des slogans tels *"La nourriture n'est pas un luxe", "à travail réel, salaire réel", "non au chômage", "non au chaos", "les prix sous contrôle des syndicats" "économie de marché oui, chômage non"* etc. Pendant une heure de défilé, ce fut donc un ton plutôt critique à l'égard de la politique actuelle et de son promoteur Gorbatchev qui présidait à la tribune près du mausolée de Lénine.

La seconde partie du défilé, celle dite des "informels", forte de quelque 30 000 personnes, (selon la presse) était constituée de différents groupes et associations, eux aussi critiques à l'égard du président et du régime actuel. Partisans d'Eltsine "réformateurs-radicaux" (comme l'est Gavril Popov qui vient d'être élu maire de Moscou), monarchistes, anarchistes, groupes nationalistes ou religieux, etc. Car pour la première fois un 1er mai, la manifestation de tous les groupes ou partis a été autorisée. Dans cette seconde partie du défilé, où il y avait de nombreuses pancartes, figuraient entre autres, *"Liberté pour la Lituanie", "Un président non élu est un dictateur", "Eltsine président de Russie", "A bas l'empire du fascisme rouge", "Le socialisme ? non merci", "72 ans vers nulle part", "Le soldat russe n'est pas le gendarme de l'empire"*, etc.

Un ton au-dessus donc dans cette seconde partie du défilé. On pourra discuter indéfiniment si c'est cela qui décida Gorbatchev à quitter la place d'honneur d'où il présidait à la manifestation, déclenchant par là les huées de la foule des manifestants, ou si c'est l'inverse, c'est-à-dire les huées qui l'ont décidé à partir. Peu importe d'ailleurs.

Gorbatchev par ses réformes politiques achemine l'URSS vers le multipartisme et, jusqu'à présent, les modifications juridiques de la Constitution ont tendu – par différentes étapes – à en faire un président plus conforme à ce qui se fait dans les démocraties bourgeoises occidentales, comme la France ou les Etats-Unis. Visiblement Gorbatchev n'a pas encore tout copié, ni tout assimilé, c'est pourquoi il est "tombé sur un os" ce 1er mai. Verrait-on Mitterrand se rendre au défilé du 1er mai de la CGT en France ? Il aurait sans doute trop peur qu'on lui demande des comptes sur le blocage des salaires, trop peur de se faire huer, lui qui comme Rocard ou ses ministres fait de temps à autre des déplacements dans le pays, au cours desquels ils sont parfois surpris par des "comités d'accueil" d'ouvriers où de paysans mécontents, non prévus au programme.

Pour gouverner, dans une démocratie bourgeoise occidentale, il suffit de se faire élire. Après, selon les constitutions, pendant quatre ans, cinq ans, sept ans, on peut toujours courir le risque de se faire conspuer.

Certes Gorbatchev connaît de grandes difficultés : il louvoie, il hésite sur les réformes. Pour le moment elles désorganisent l'ancien système de distribution et de production et elles n'apportent aucune amélioration pour la grande majorité de la population. Mais quelques dizaines de milliers de personnes brandissant des pancartes hostiles, un 1er mai pour la première fois autorisé, ce n'est pas encore un soulèvement populaire. Tout juste est-ce l'expression timide de l'organisation de quelques oppositions, dans le cadre d'un encore timide multipartisme qui déborde des urnes à la rue. Cela n'est pas tout à fait nouveau en URSS, puisqu'à l'occasion des élections au soviet suprême et de celles aux soviets locaux, cela avait déjà été le cas, et on avait déjà pu voir les mêmes dans la rue.

Louis GUILBERT

(AFP)

Le Pen et le cheval

On a donc droit désormais chaque Premier mai à une manifestation du Front National, en honneur bien sûr non de la journée internationale des travailleurs, mais de... Jeanne d'Arc, héroïne favorite de Le Pen comme chacun sait. Même moins nombreuse que les manifestations ouvrières, cette manifestation qui voit surgir sur le pavé parisien un ramassis réactionnaire qu'on croyait d'un autre âge est assurée d'avoir les faveurs des medias, et cela n'a pas raté cette fois encore.

Le Pen avait bien fait les choses puisqu'il défilait derrière un cheval – un vrai – monté par une Jeanne d'Arc et s'était fait accompagner des dames de sa famille, elles-mêmes accompagnées de leurs nourrissons et munies des biberons nécessaires. Ah la belle France que voilà ! Jugé moins photogénique sans doute, le bureau politique du Front National ne venait que derrière...

On aurait pu ne retenir de ce défilé que cette image à la limite entre l'opéra-bouffe et la foire chevaline si Le Pen n'avait pensé à l'accompagner, comme il se doit, d'une déclaration musclée. En réponse à une proposition de loi contre le racisme déposée par le PC et en discussion à l'Assemblée nationale, qui pourrait notamment rendre inéligibles les auteurs de certains délits racistes, le leader du Front National s'est exclamé : *«Ils voudraient nous retirer nos droits civiques pendant qu'ils donneraient le droit de vote aux étrangers !»*. Et de promettre que dans ce cas les militants *«recevraient les ordres que leurs dirigeants leur donneraient»* pour s'opposer à de telles dispositions...

Reste à savoir si les militants du Front National obéiront aussi bien aux «ordres» que le cheval de Jeanne d'Arc. En attendant, les éructations de Le Pen ont fait recette puisque cet appel à «sortir de la légalité» a donné à sa manifestation la publicité nécessaire.

Rodomontades ? Sans doute, et Le Pen nous y a habitués. Mais il ne faut pas s'y tromper : il faudra certainement bien autre chose qu'une loi – une de plus – pour stopper la montée du racisme dont le Front National fait commerce.

A.F.

PROFITS RECORDS EXPLOITATION RECORD

Les résultats financiers des entreprises pour l'année 1989, que la presse distille au fil des semaines, sont décidément éloquents : la plupart d'entre elles font cette année encore des profits records.

Parmi les grands de l'industrie, cette année Peugeot avec 10,3 milliards de bénéfice net officiel, passe devant Renault, premier au hit-parade de l'an dernier. Calvet n'a qu'un regret : la grève de l'automne dernier à Sochaux et Mulhouse qui a empêché son groupe de crever tous les plafonds !

Et derrière les deux grands de l'automobile française, les principaux groupes industriels se vantent de voir leurs bénéfices accrus comme jamais : + 45 % pour Usinor ; + 128 % pour CGE ; + 67 % pour Péchiney.

Quant aux grandes banques, elles n'échappent pas à cette envolée puisque la BNP, le Crédit Lyonnais, la Société Générale affichent une insolente santé.

Bref, les détenteurs d'actions ont de quoi être optimistes : d'après la revue *Investir* le bénéfice moyen par action des sociétés françaises, qui en 1988 avait augmenté de 25,4 %, devrait avoir augmenté de 16,6 % en 1989 (et le taux d'augmentation prévisible pour 1990 pourrait être du même ordre de grandeur).

Tous ces bénéfices ne viennent bien sûr pas de rien. La presse les explique en partie par une amélioration de la conjoncture économique ; mais pas seulement. Elle cite aussi la réduction des dépenses fiscales des entreprises (c'est-à-dire que l'Etat a fait aux industriels et aux banquiers quelques petites fleurs supplémentaires). Mais elle invoque surtout, comme le fait par exemple le journal *Investir*, un *«accroissement de la productivité»* et une *«compression des charges»*.

C'est ainsi que la BNP aurait vu sa productivité augmenter de 8 % tandis que ses charges n'augmenteraient que de 4,1 %.

En clair, les profits des sociétés capitalistes proviennent avant tout de la politique de bas salaires et de l'augmentation de l'exploitation des salariés qu'on fait travailler le plus possible pour des salaires les plus bas possibles. C'est une politique délibérée que les capitalistes défendent contre vents et marées : les travailleurs de la BNP qui ont fait grève pendant plus de deux mois, ou ceux de Peugeot, en ont fait l'expérience.

H. M.

Ph. Arc

LES PAYS PAUVRES S'ENFONCENT LES PROFITS S'ELEVENT

Le Crédit Lyonnais a consacré une bonne part de son résultat brut à constituer des «provisions» dans ses comptes ; notamment pour couvrir les risques sur les pays *«en difficulté financière»*.

Ceux-ci sont, dans les comptes du C.L., au nombre de 69.

Un tel chiffre donne un idée de la profonde dégradation de la situation économique dans les pays pauvres.

Mais il est aussi caractéristique de la voracité des capitalistes des pays riches, qui ont contribué à l'appauvrissement de ces pays en les exploitant sans limite. Les banques y ont largement contribué en leur «consentant» des crédits... et en exigeant des intérêts plantureux.

De plus, si les banques constituent des provisions pour faire face à d'éventuelles créances impayées, cela ne signifie pas qu'elles ont renoncé à en récupérer l'essentiel.

Ce n'est pas parce qu'elles ont déjà beaucoup pris à ces pays pauvres qu'elles considèrent que tous ne sont plus bons à exploiter encore.

LES BANQUES SE PORTENT MIEUX QUE JAMAIS

«Croissance, dynamisme, performance, développement», les mots manquent à la direction du Crédit Lyonnais pour caractériser l'exercice 1989 à l'heure du bilan de l'année écoulée. Dans son communiqué de deux pages au personnel, elle parle de «progression» à sept reprises, et on ne compte pas les synonymes.

A propos du bénéfice du Crédit Lyonnais, le journal *Les Echos* parle d'*«explosion»*.

En effet le résultat brut est passé à 9,86 milliards de francs. Ramené à chacun des 64 000 salariés du groupe (en France et à l'étranger), cela donnerait en moyenne 154 000 francs par personne.

Après provisions (mais les provisions vont renforcer l'allure du bilan de la banque), le bénéfice net du groupe est en hausse de 52 % !

Le président a voulu jouer les grands seigneurs en annonçant pour juin une prime d'intéressement de 3 100 F, et une participation moyenne de 4 350 F (qui est en fait proportionnelle au salaire et ne sera de toute façon disponible que dans cinq ans).

Cependant, ramené à chaque salarié, le bénéfice net est par personne... d'un montant de 54 000 francs. De quoi augmenter sans problème tous les salaires de 1 500 F par mois. Et il y aurait encore bien de la marge !

Pratiquement en même temps, les autres grandes banques ont annoncé leurs résultats pour 1989. Ceux-ci sont partout en hausse sensible, de la BNP à la Société Générale en passant par le Crédit Agricole.

Bref, ce n'est pas encore cette fois-ci qu'on pleurera sur le sort des banques.

Mettez du thé dans votre moteur

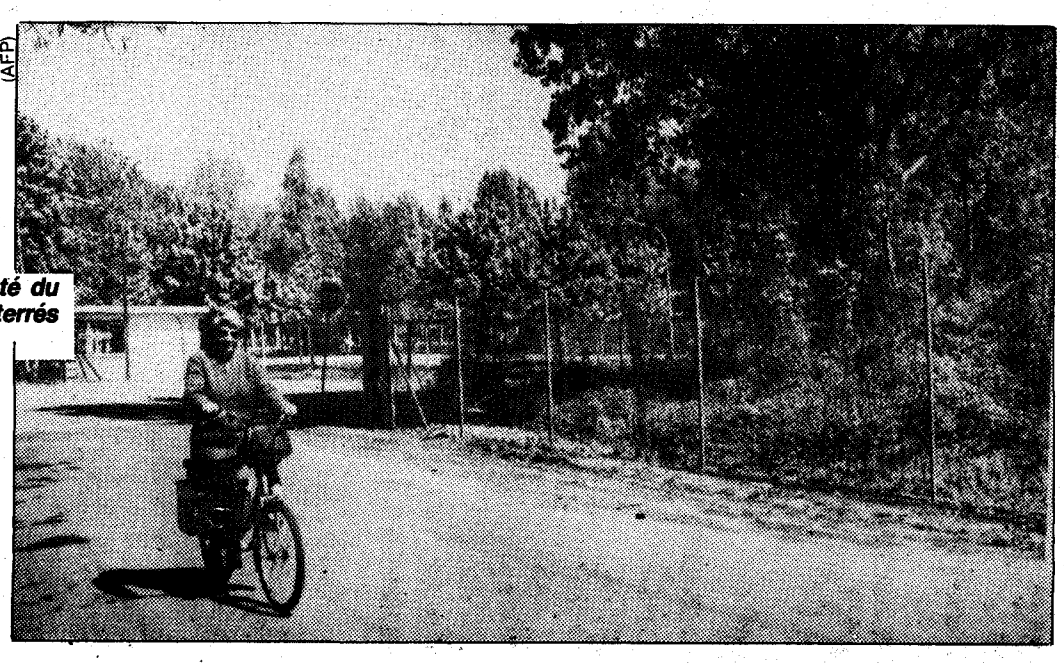
Chez Rolls Royce, en Angleterre, la direction veut interdire la sacro-sainte pause matinale pour le thé. Si la direction de Rolls ne respecte plus la tradition, où va-t-on ? En tout cas, les ouvriers, conscients des vraies valeurs, ont décidé de faire la grève des heures supplémentaires.

Pas à dire, chez Rolls on a de la classe... ouvrière !

L'INSECURITE QU'ON NOUS CACHE

Une cycliste passe à côté du terrain vague où sont enterrés les déchets radioactifs...

(AFP)



Une poubelle nucléaire, contenant 20 000 tonnes de déchets radioactifs, existe depuis 1971, près de l'usine du Bouchet dans l'Essonne, qui fut la première à transformer l'uranium. Les 11 000 habitants des trois communes environnantes viennent seulement de l'apprendre.

On n'en est pas encore à Tchernobyl, mais on ne peut pas vraiment dire qu'en France ce soit beaucoup plus la «transparence» qu'en URSS.

Le 3e congrès de SOS-RACISME DES CRITIQUES "MOLLES"

Le troisième congrès de SOS-Racisme a été marqué, a-t-on souligné, par le désenchantement exprimé à l'égard de Mitterrand et du gouvernement socialiste.

Harlem Désir, Marek Halter, et Antoine Waechter au Congrès.

Nombre d'intervenants ont critiqué l'action, ou plutôt l'inaction, du pouvoir devant le développement du racisme et la montée du Front National. L'intervention d'Harlem Désir, elle aussi critique, était plus enveloppée. Elle mettait en cause, non pas le gouvernement en particulier, mais la classe politique dans son ensemble, coupable d'agiter des *«idées molles»* devant un Le Pen dont les opinions sont *«certes ignobles, mais sincères»*.

Mais la grogne qui se manifeste à l'égard du Parti Socialiste, venant d'une organisation considérée à juste titre comme lui étant liée, n'a pas le même sens lorsqu'il s'agit de l'opinion des militants à la base et lorsqu'il s'agit de celle des dirigeants. Les premiers peuvent être sincèrement déçus d'avoir perdu leurs illusions. D'autant plus que celles-ci semblaient avoir la vie dure puisqu'elles ont survécu à neuf années de présence miterrandienne à l'Elysée. Sans doute peut-on imputer cette longévité au renouvellement des générations. Mais les hommes qui dirigent SOS-Racisme, les Harlem Désir et Julien Dray, ne sont pas, eux, des gens neufs et ils ne peuvent décemment plus invoquer le privilège de la jeunesse.

Ces personnes circulent dans les allées du pouvoir depuis un certain temps sans vraiment avoir envie de les quitter : Julien Dray, comme député socialiste de l'Essonne, qui joue à l'occasion les groupies de Mitterrand en rêvant, paraît-il, d'un secrétariat d'Etat ; Harlem Désir, comme membre du Conseil d'Etat qui doit sa nomination à Mitterrand. Et ils ne peuvent ignorer, tous les deux, que les «idées molles» du gouvernement sont aussi «sincères» que celles de Le Pen. C'est-à-dire qu'elles relèvent de choix politiques délibérés, et pas d'une quelconque faiblesse de sa part. Car rendons-lui cette justice-là : le gouvernement sait aussi avoir des idées «dures». Il n'y a qu'à voir par exemple sa fermeté, depuis 1982, à l'égard des salariés.

Aujourd'hui, des dirigeants de SOS-Racisme égratignent le gouvernement et le président de la République ; mais somme toute pas plus, et plutôt même moins, que ne l'ont fait les ténors du PS lors de la préparation et de la tenue du congrès de Rennes. Par ailleurs on a noté la présence d'Antoine Waechter, seul dirigeant politique national invité à ce congrès, et du coup les commentateurs s'interrogent sur l'éventualité d'un rapprochement entre SOS-Racisme et les Verts. Mais qui peut dire ce qu'il en sera. Car tout cela relève des ambitions et des calculs politiciens des uns et des autres. Et cela échappe au domaine de la prévision.

Mais les paris sont ouverts, pour ceux qui sont joueurs, et que ce jeu-là amuse.

Jean-Pierre VIAL

Des USA à la Grande-Bretagne

LES ADVERSAIRES DU DROIT DES FEMMES À L'OFFENSIVE

Les femmes britanniques ne pourront plus choisir d'interrompre une grossesse jusqu'à 28 semaines après la conception. La Chambre des Communes ne leur donne plus que 24 semaines. Quatre semaines de moins. Ainsi est rognée une des législations les plus "avancées" du monde , qui date de 1967 (en France , les femmes - de la petite bourgeoisie surtout - qui sont nées avant 1950 et qui ont connu l'époque où l'avortement était interdit, ont le souvenir de "voyages organisés" en Angleterre... où, moyennant finances, on pouvait librement se faire avorter).

C'est une "Association pour la protection des enfants pas encore nés" (une espèce de "Laissez-les-vivre" d'Outre-Manche) qui a engagé cette bagarre sur la limitation des délais de recours à l'interruption de grossesse. Elle les aurait voulus plus réduits encore que ces 24 semaines et avait le soutien de médecins du "Collège royal d'obstétrique et de gynécologie invoquant qu'un foetus de 24 semaines était déjà viable. Ladite "Association" aurait d'ailleurs eu la délicate attention de faire parvenir par la poste à tous les députés, avant l'ouverture des débats, un modèle en plastique, grandeur nature, de foetus âgé de 20 semaines.

La législation recule donc en Angleterre. Pas de beaucoup, certes, et les partisans de la liberté de l'avortement peuvent se féliciter qu'elle n'ait pas reculé davantage. Mais les plus réactionnaires - et sur cette question Margaret Thatcher semble avoir trouvé pire qu'elle - marquent des points cependant.

On peut constater que le recul est général, qu'il se fait quasiment partout, lentement mais sûrement, dans les pays dits pourtant les plus civilisés du monde. On peut constater aussi que les restrictions aux possibilités de recours à l'avortement semblent à la mesure du poids ou des succès de la morale religieuse.

Aux Etats-Unis depuis plus d'un an, ce sont des "fondamentalistes", militants de toutes sortes d'Eglises puissantes aux Etats-Unis, qui mènent campagne contre la décision de la Cour suprême qui a légalisé l'avortement (il y a une quinzaine d'années... comme en France). Leur campagne ne se limite pas à des pressions polies auprès des différents Etats pour qu'ils modifient la législation, elle consiste aussi en actes de violence directe contre les femmes et médecins intéressés (menaces, actes de vandalisme, incendies, attentats à la bombe contre les cliniques où se pratiquent des avortements). Et ils viennent ces jours derniers, de manifester à 200 000, contre l'avortement à Washington, encouragés à cela par Busch.

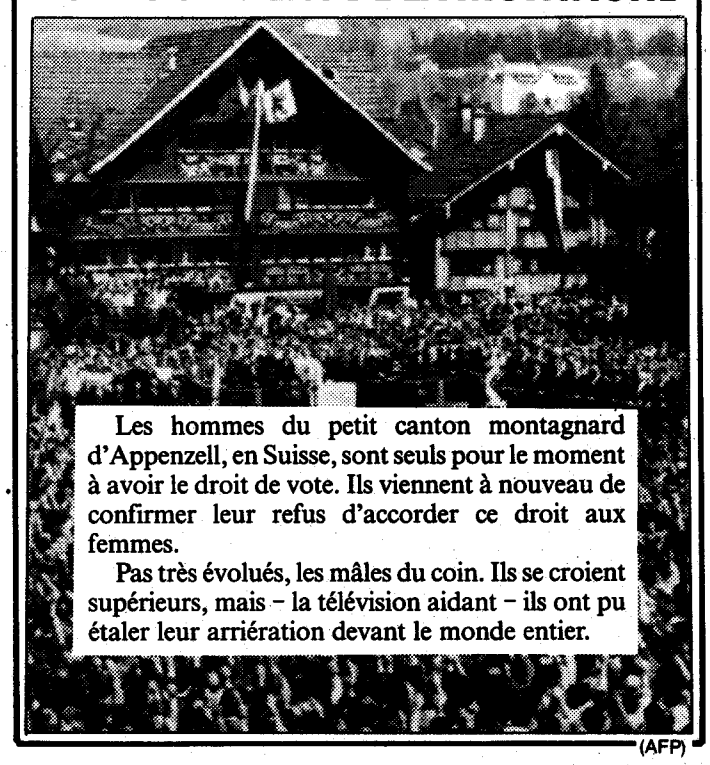
En Pologne, on vient de voir le congrès de "Solidarité" voter à une très forte majorité contre l'avortement (248 délégués partisans contre... et seulement 71 pour).

L'Irlande, bien catholique, est aussi un des rares pays d'Europe où l'avortement est toujours interdit.

Alors, le monde occidental peut regarder avec pitié et condescendance ces pays du Maghreb ou du Moyen-Orient qui voilent de plus en plus leurs femmes, et où s'installe l'ordre moral. Il est lui-même tout aussi mal parti. Avec le recul du mouvement ouvrier, le recul des idées socialistes ou simplement progressistes, la petite bourgeoisie occidentale se montre sensible à la pression des idées et des coutumes rétrogrades, à ces modes qui vont à l'astrologie au yoga, à la médecine par les plantes, à la nouvelle vogue du mariage et de la religion, de la vogue des bonnes sœurs en cornette à celle des femmes en porte-jarretelles... multiples facettes de la même arriération. Et les législations favorables à l'avortement arrachées par les luttes des années 1960 risquent aujourd'hui d'être emportées dans ce flot de bêtise !

Michelle VERDIER

ILS DESCENDENT DE LA MONTAGNE


(AFP)

Les hommes du petit canton montagnard d'Appenzell, en Suisse, sont seuls pour le moment à avoir le droit de vote. Ils viennent à nouveau de confirmer leur refus d'accorder ce droit aux femmes.

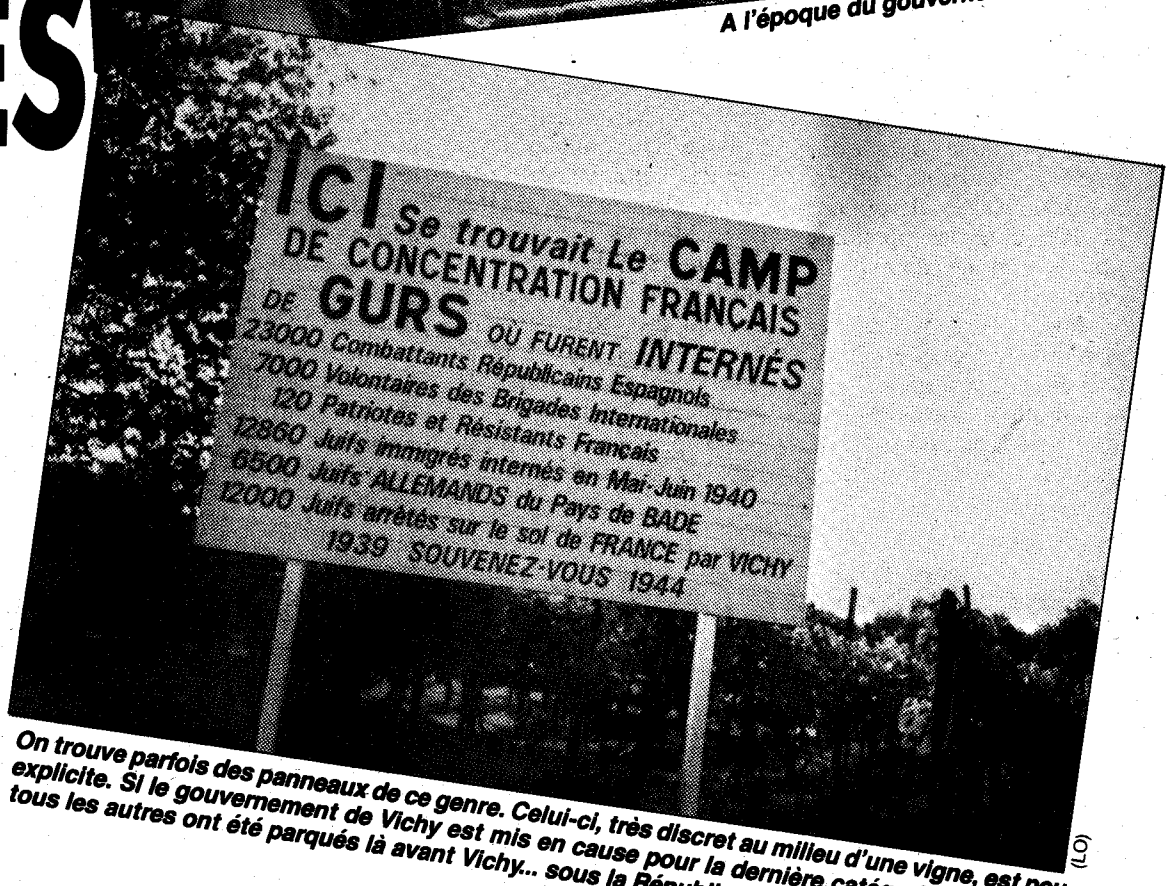
Pas très évolués, les mâles du coin. Ils se croient supérieurs, mais - la télévision aidant - ils ont pu étaler leur arriération devant le monde entier.

A propos des "enfants de Pithiviers"

LES SALAUDS ET LES HYPOCRITES

A l'époque du gouvernement de Vichy. Ph. Arc

Le quarante-cinquième anniversaire de la libération des camps de déportés aura été, pour un certain nombre de médias, l'occasion de redécouvrir le rôle joué par "l'Etat français" de Vichy et sa police dans le sort des dizaines de milliers de Juifs qui furent arrêtés en France pour être expédiés vers les camps de la mort.



On trouve parfois des panneaux de ce genre. Celui-ci, très discret au milieu d'une vigne, est peu explicite. Si le gouvernement de Vichy est mis en cause pour la dernière catégorie d'internés, tous les autres ont été parqués là avant Vichy... sous la République ! (LO)

L'Express a rappelé le sort de ces enfants qui furent rassemblés à Pithiviers, séparés de leur mère, sur l'ordre des autorités françaises, avant d'être envoyés vers les chambres à gaz nazies. Les demandes allemandes ne concernaient alors que les Juifs de plus de seize ans, mais le chef du gouvernement de l'époque, Laval, avait (selon un rapport d'un responsable allemand) «*proposé, lors de la déportation des familles juives de la zone non-occupée, d'y comprendre également les enfants*», parce que «*la question des enfants juifs restant en zone occupée ne l'intéress(ait) pas*», et c'est parce que l'accord des autorités nazies pour la déportation des enfants tardait à arriver que les mères furent déportées en premier, les enfants quelques semaines plus tard.

La Cinq a, quant à elle, tenté d'interviewer à ce propos René Bousquet, qui en tant que secrétaire général du ministère de l'Intérieur à l'époque, porte également une responsabilité écrasante dans ces événements, et dont on a pu apprendre à cette occasion qu'il coule aujourd'hui une retraite paisible dans le seizième arrondissement de Paris.

La même chaîne de télévision a également interviewé à ce propos un quelconque sous-ministre socialiste, qui a clamé son indignation, et affirmé qu'à son avis Bousquet devrait être en prison.

★ ★ ★

Pourtant, les responsabilités de l'administration française, la participation de la police et de la gendarmerie françaises dans la chasse aux Juifs sont connues depuis longtemps. Seulement le sujet fut longtemps officiellement tabou, et le film d'Alain Resnais consacré au drame des déportés, *Nuit et brouillard,* fut par exemple censuré à sa sortie, en 1956 (par le gouvernement du «socialiste» Guy Mollet), parce qu'on y voyait un gendarme français montant la garde au camp de Pithiviers, précisément.

La responsabilité de Bousquet (et de bien d'autres) était de notoriété publique, et si le Parti Socialiste avait voulu entreprendre une action contre eux, il aurait eu bien des occasions de le faire, non seulement depuis 1981, mais entre 1944 et 1958, époque à laquelle il a été de pratiquement tous les gouvernements.

Bousquet a d'ailleurs bien été poursuivi au lendemain de la guerre. Il fut traduit en 1949 en Haute Cour. Mais le ministère public lui reconnut «*de larges circonstances atténuantes*», car bien que sa police ait collaboré avec les autorités allemandes, il prétendait, comme tous les responsables de l'époque, avoir aidé en sous-main la «Résistance». Et il fut condamné au minimum : quelques années de la peine, toute platonique, de la dégradation civique, dont il fut d'ailleurs immédiatement relevé. D'après l'historien américain Herbert Lottman (dans son livre *L'Epuration : 1943-1953*), Bousquet réintégra même le ministère de l'Intérieur, avant de se consacrer à l'administration de la Banque d'Indochine et de quelques autres sociétés.

C'est que De Gaulle et les partis qui le soutenaient, en bons gérants des intérêts de la bourgeoisie française, s'employèrent à assurer la permanence de l'Etat français à travers les vicissitudes de l'époque. La fameuse «épuration» se limita à la condamnation de quelques boucs émissaires, trop manifestement compromis, ou sans importance. Mais l'essentiel du personnel de l'appareil d'Etat de Vichy (tant qu'il ne fut pas atteint par la limite d'âge) perdura sous la Quatrième, puis la Cinquième République. Et pour ceux qui étaient trop connus pour que des poursuites puissent être évitées, le jeu des amnisties leur permit pour la plupart de retrouver rapidement leur virginité civique, et de reprendre le cours de leur carrière.

★ ★ ★

Alors, il n'est certes pas inutile que l'on nous rappelle aujourd'hui ce qui s'est passé en 1942, même si ceux qui le font sont peut-être plus préoccupés de faire vendre du papier, ou d'indice audimat, que de vérité historique, et si, le temps passant, un certain nombre de journalistes, voire de politiciens, se sentent peut-être moins de solidarité que leurs aînés avec les hommes qui exercèrent des responsabilités en France entre 1940 et 1944. Mais c'est tout de même une sacrée hypocrisie que de faire semblant de découvrir en 1990 que c'est avec la complicité active de l'appareil d'Etat français que les nazis déportèrent des dizaines de milliers de Juifs français, ou réfugiés en France, et que la plupart des hommes qui les ont aidés dans cette sale besogne ont continué ensuite à exercer des responsabilités dans la France «républicaine», y compris sous des gouvernements qui se proclamaient «de gauche».

F.D.

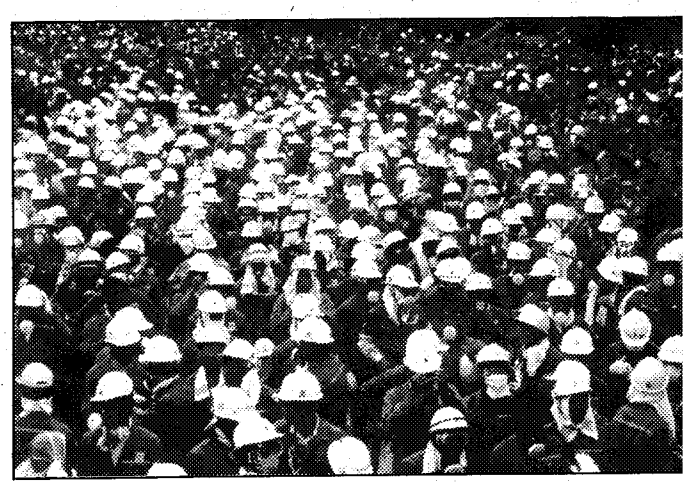
Corée du Sud

LES GRÉVISTES DES CHANTIERS NAVALS CONTRE LA POLICE

Au cours du week-end des 28 et 29 avril dernier, des affrontements très violents ont eu lieu entre les ouvriers en grève des chantiers navals de la ville d'Ulsan et la police. Lundi 30 avril, les heurts n'étaient pas terminés dans cette ville située à 300 kilomètres au sud de la capitale, Séoul. Depuis plusieurs jours, les travailleurs occupaient les chantiers pour protester contre l'arrestation de quatre de leurs dirigeants syndicaux.

Afin de briser la grève, au moins 12 000 policiers ont été envoyés pour prendre d'assaut les chantiers. D'après les informations parues dans la presse, ils se sont heurtés à quelque 20 000 ouvriers qui n'ont pas hésité à répondre par des cocktails Molotov aux grenades lacrymogènes. De véritables combats de rues se sont déroulés faisant une dizaine de blessés parmi les grévistes et à peu près autant dans les rangs de la police anti-émeute. Six cent cinquante grévistes ont été arrêtés.

La violence des affrontements est probablement à l'image de la mobilisation ouvrière dans cette ville d'environ 650 000 habitants, dont toute la vie et les activités doivent être liées aux chantiers navals qui emploient quelque 100 000 personnes. Il s'agit d'ailleurs de chantiers parmi les plus importants du monde. Ils appartiennent au groupe industriel Hyundai qui voit aujourd'hui se dresser devant lui, aux côtés des ouvriers des chantiers, ceux de dix-huit autres de ses entreprises, en signe de protestation contre la répression et de solidarité avec les grévistes. En Corée du Sud aussi, les travailleurs sont les victimes de la chasse aux profits dans un contexte de récession économique et de ralentissement des constructions navales. Face à l'inflation, les luttes de la classe ouvrière lui ont permis de maintenir ses salaires, voire de les accroître, en arrachant des augmentations de 20 % en moyenne par an. C'est d'ailleurs ce que les dirigeants de la Banque Asiatique pour le Développement (BAD) lui reprochent dans un tout récent rapport, désignant de *«menace la plus grave»* pour un pays comme la Corée du Sud, celle qui *«viendra d'une inflation alimentée par des hausses de salaires supérieures aux gains de productivité»*. Les spéculations boursières ou immobilières des trusts coréens ne sont bien sûr, eux, jamais mis en cause.



Grévistes de Hyundai.

Mais depuis un certain temps, le gouvernement de Séoul se trouve confronté à la multiplication des grèves. La classe ouvrière des grands fiefs industriels coréens ne semble pas du tout décidée à accepter de payer les difficultés d'une économie en crise. Pas plu que les grévistes des char tiers Hyundai, à Ulsar n'ont l'air décidé à céde devant les forces de polic que le gouvernement décidé d'envoyer contr eux.

Lucienne PLAIN

LES BROCHURES DU CERCLE LEON TROTSKY

Le texte de l'exposé du Cercle Léon Trotsky du 16 mars est paru, sous le titre :

L'IMPERIALISME A LA FIN DU XX^{e} SIECLE :
LE JAPON PEUT-IL REMPLACER LES ETATS-UNIS ?

Prix : 10 F - Envoi contre 20 F en timbres

«PIRATE DE L'AIR» ET REQUINS CAPITALISTES

Le gouvernement japonais a remis aux autorités chinoises un Chinois qui s'était enfui en détournant un avion. Il s'affirmait dissident politique. Mais les dirigeants japonais n'ont voulu voir en lui qu'un «pirate de l'air», afin de préserver leurs bonnes relations économiques avec la Chine.

Mais le Japon n'est pas seul : des entreprises de tous pays continuent de prospérer en Chine. Pendant la répression, les affaires continuent !

Le bilan de l'OMS sur la santé mondiale

DEUX MILLIARDS DE MALADES EN L'AN 2000 ?

Entre les deux publicités pour la remise en forme et le bronzage estival, la télévision et la presse viennent de mentionner que l'an 2000 pourrait bien voir un regain des maladies épidémiques au lieu d'enregistrer leur disparition prochaine.

Un habitant de la planète sur cinq est aujourd'hui malade et nécessiterait des soins réguliers. Un milliard d'êtres humains sont dans un mauvais état général, souffrent de malnutrition ou d'une infection telle que le paludisme, la tuberculose, l'hépatite B, la rougeole.

Tous les jours, plus de 8 000 enfants meurent de n'avoir pas été vaccinés, près de 11 000 succombent à une déshydratation provoquée par une diarrhée et 8 000 autres sont emportés par des pneumonies.

Ce constat que vient de dresser l'Organisation Mondiale de la Santé n'est pas une surprise. Tout comme n'est pas vraiment nouvelle la comparaison entre d'une part les dépenses militaires mondiales qui atteignaient 660 milliards de dollars l'année dernière, et d'autre part les 2,5 milliards qui seraient indispensables pour faire face aux dépenses de santé les plus urgentes.

Mais les Etats ne sont pas prêts à transférer ne serait-ce que l'argent de deux jours d'achats d'armements pour vacciner efficacement un milliard d'hommes et leur fournir les quelques médicaments qui les sauveraient. On dépense aujourd'hui pour la santé dans les pays les plus pauvres d'Afrique, d'Asie et d'Amérique, entre 100 et 400 fois moins que dans les pays développés d'Europe et aux Etats-Unis. Les découvertes médicales sont mal utilisées et les programmes humanitaires restent dérisoires.

Parce que le SIDA menace aussi les pays riches et frappe l'imagination des gens qui font et achètent l'information dans les pays développés, on a beaucoup parlé du désastre que constitue cette épidémie sur le continent noir. Mais en Afrique frappent aussi les maladies contre lesquelles tous les remèdes sont bien connus ou seraient facile à élaborer. Les enfants en bas âge meurent de rougeole comme des mouches sous les tropiques. Au Sri Lanka, aux Philippines, au Brésil, dans presque toute l'Afrique, les adultes sont de plus en plus nombreux à être frappés par le paludisme. Deux milliards d'hommes sont menacés. Cette maladie, appelée aussi malaria, avait, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, été attaquée avec des insecticides destinés à tuer les moustiques vecteurs du virus et avec des médicaments antipaludéens de synthèse. Mais l'e fort a été limité aux régions les plus accessibles, l côtes fréquentées par les gens les plus fortuné Résultat : des variétés de parasites résistantes s sont multipliées, sans que de nouveaux traitemen efficaces aient été mis au point. Le professeu Gentilini, spécialiste des maladies tropicales, décl rait récemment : *«Il n'y aura probablement pas d vaccin antipaludéen pour tous avant l'an 2000. L situation est caractérisée par l'absence de vaccins, démobilisation des firmes pharmaceutiques et développement d'un phénomène nouveau et inqui tant : la dégradation de l'efficacité des antipaludée dont nous disposons»*. Selon ce médecin, les premi res résistances aux médicaments du parasite d paludisme datent des années 1960-1965. Un qua de siècle a passé sans que rien de décisif ait é entrepris pour protéger le tiers de l'humani menacé par les moustiques porteurs de la malari Au contraire, la situation a empiré, les servic médicaux ayant périclité avec l'appauvrissement d beaucoup de ces pays.

Le capitalisme est vraiment le paradis des para tes.

Pierre VERNAN

Sommet de Dublin

L'UNION POLITIQUE REDUITE ET l'ART... DU COMMUNIQUÉ UNIQUE !

Le récent sommet diplomatique européen de Dublin ne passera pas à la postérité malgré la prétention affichée par ses participants d'avoir fait faire un grand pas à l'union des Douze. Les chefs d'Etat et de gouvernement ont proclamé que 1993 devrait être non seulement la date de l'ouverture des frontières économiques et financières mais aussi l'année de l'union monétaire. Et pour faire bonne mesure, ils ont même décidé de mettre en route l'unité politique.

Bref, on serait en pleine union. Un terme que les politiciens de tous les pays ont l'habitude de mettre à toutes les sauces.

Les gouvernements européens, y compris celui très isolationniste de Thatcher, éprouvent évidemment le besoin de favoriser dans la mesure du possible les affaires des grands groupes industriels et financiers de leurs pays respectifs. Certains équipements ne peuvent se concevoir qu'à l'échelle internationale. Les satellites de télévision, un réseau européen de train à grande vitesse seront demain, comme aujourd'hui le tunnel sous la Manche, des marchés gigantesques alimentés par des commandes publiques très lucratives. Les consortiums qui exploiteront cette manne ne peuvent pas être purement nationaux.

Bien plus hypothétique apparaît, en revanche, l'unité monétaire. Le loyer de l'argent est aujourd'hui en Angleterre le double de celui pratiqué en Allemagne. Cela signifie que les banquiers de Francfort et de Londres n'ont pas la même façon de faire leur beurre avec l'aide de leurs Etats respectifs.

Quant à l'union politique, elle pourrait sembler encore plus étonnante... si le sujet avait été réellement envisagé. Mais tout a été laissé dans un flou artistique. Selon *Le Monde* qui s'extasie sur les progrès accomplis : *«Les ministres des Affaires étrangères ont reçu mandat de faire l'inventaire des idées existantes (...) et d'élaborer eux-mêmes des propositions»*.

L'unité politique aura tout de même remporté un succès avec la rédaction d'un communiqué officiel commun proclamant : *«Nous nous réjouissons que l'unification de l'Allemagne soit en train de se faire sous l'égide de l'Europe»*. Il faut croire que pour Mitterrand l'essentiel était les embrassades avec Kohl, lui permettant d'apparaître pas trop hors du coup des changements à l'Est. Et puis, pour tous les socialistes, même les grincements de dents de Thatcher sont une douce musique comparés aux hurlements d'un congrès de Rennes...

P.V.

Roumanie

DE LA RUE AUX
CHEMIN OU IMPASSE DE L

Depuis le 22 avril, les manifestations se succèdent chaque jour dans le centre de Bucarest, réunissant des milliers de personnes, jusqu'à 15 000 selon la presse d'ici, pour exiger *«l'élimination du communisme»*, la démission d'Iliescu, et l'interdiction pour lui de se présenter aux élections présidentielles, comme l'interdiction à tous les anciens du Parti Communiste (ils étaient 3,8 millions !) de se présenter aux prochains élections parlementaires prévues pour le 20 mai.

Ces manifestations se sont maintenant étendues en province, à Sibiu, Deva, Brasov, Craiova, Constantsa, Cluj, et surtout à Timisoara où ils auraient été 25 000 dans la rue. Après avoir tenté de faire intervenir la police à Bucarest, il semble que l'actuel gouvernement du CFSN de Petre Roman et Iliescu – la tentative du 24 avril ayant été infructueuse – aurait renoncé momentanément à la force pour disperser les manifestants. Petre Roman et Iliescu ont expliqué vendredi 27 avril, dans une conférence de presse, que *«des ouvriers voulaient venir nettoyer le boulevard»*, mais qu'ils les ont dissuadés, selon ce que rapporte *Libération* du 30 avril et 1er mai.

Ils se contentent maintenant de traiter les manifestants de *«golan»* (voyous) les accusant de refuser le verdict des urnes. Après avoir quand même essayé au préalable de susciter une contre-manifestation «ouvrière», faisant venir le même 27 avril, quelque 30 000 personnes – dont notamment, les supposés mineurs de Cluj – dans un autre quartier de Bucarest, afin d'acclamer Iliescu, de lui crier : *«Ne cède pas, le pays est avec toi»*.

Pour le moment, le seul résultat obtenu par le CFSN, c'est que tous ceux qui manifestent contre lui, le font au cri de : *«Nous sommes tous des golan»*.

Ainsi on voit deux camps se délimiter nettement : d'une part le CFSN derrière l'actuel gouvernement provisoire, dans lequel figurent nombre de membres de l'ancien appareil de Ceausescu ; d'autre part le regroupement d'une somme d'autres organisations, prétendant rompre totalement avec l'ancien régime, qui se retrouvent sur la signature de la «Déclaration de Timisoara».

Partant d'une campagne électorale, la discussion se porte ainsi dans la rue, mobilisant sinon les millions d'électeurs, du moins des milliers de partisans des différents candidats. Comment se divisent les camps et sur quels critères sociaux ou politiques se rangent les uns ou les autres, voilà qui est bien difficile à discerner au travers des seules informations données par la presse écrite, parlée ou télévisée d'ici.

Petre Roman et Iliescu prétendent que les ouvriers sont de leur côté. Il est possible que des ouvriers pensent que le camp opposé au CFSN leur est profondément hostile. Mais rien ne prouve que ceux que le CFSN réussit à mobiliser ne sont pas surtout des membres ou des proches de l'ancien appareil de Ceausescu. Comme dans tout régime stalinien, prétendant gouverner par la volonté de la classe ouvrière, le régime de Ceausescu lui avait fabriqué un encadrement – non pour qu'elle s'exprime, mais pour la faire taire – qui n'a pas disparu du jour au lendemain.

Quant à l'anticommunisme qui fait l'unanimité de ceux qui se réclament du camp opposé, dans quelle mesure est-il le fruit d'une hostilité fondamentale à la classe ouvrière de bourgeois, petits ou moins petits, et dans quelle mesure exprime-il seulement l'aversion politique, y compris d'ouvriers, contre le régime de dictature qui opprimait la population toute entière au nom d'un prétendu communisme, voilà ce qui nous est impossible pour le moment de distinguer, vu d'ici.

Tout ce que l'on peut voir, c'est qu'alors que dans le camp du CFSN se retrouvent bon nombre d'anciens membres de l'appareil de la dictature de Ceausescu, dans le camp des signataires de la «Déclaration de Timisoara», se retrouvent des politiciens réactionnaires, parfois partisans du roi ou nostalgiques de la précédente dictature fasciste, nationalistes roumains prétendant refuser leurs droits aux minorités nationales, ou même seulement «démocrates» à la Doina Cornéa, cette dissidente qui réclamait entre autres l'obligation de l'enseignement religieux pour tous.

En fait, si les représentants politiques des deux camps s'opposent radicalement dans la lutte pour la conquête de la majorité parlementaire, du gouvernement et de la présidence de la République, rien ne prouve pour le moment que les uns s'apprêtent à gouverner plus démocratiquement que les autres. Ni qu'ils se serviront d'un autre instrument que l'appareil d'Etat déjà en place sous Ceausescu, qui était déjà le même que celui de ses prédécesseurs.

Les politiciens qui se réclament de la «Déclaration de Timisoara», ou même ceux qui, comme le Parti National Libéral se disent d'accord, en partie seulement, tout en partici-

MITTERRA

Dans une
jeudi 26 av
demandé a
«suspendre
décision d'
par le Parle
Cette dé
l'Américain
ne pas vou
l'encontre
le blocus é

URNES, LIBÉRALISATION ?

pant (minoritairement) au CFSN, ont peut-être une chance de sortir vainqueurs des élections et d'accéder au pouvoir. Et il est possible qu'il se passe en Roumanie un mécanisme analogue à celui, qui s'est déroulé en Allemagne de l'Est, où les premiers bénéficiaires du changement par en haut, ne l'ont été que pour une période transitoire allant jusqu'aux élections, le mouvement dont ils ont été les promoteurs les ayant rapidement dépassés politiquement et personnellement. On ne peut exclure qu'un Iliescu connaisse le sort d'un Egon Krenz.

L'actuelle opposition au CFSN, regroupée derrière la «Déclaration de Timisoara», a pour le moment transféré le débat dans la rue. Peut-être cela sera-t-il payant, y compris finalement sur le terrain électoral. Encore faudra-t-il, la Roumanie n'étant pas l'Allemagne de l'Est, que les véritables détenteurs actuels du pouvoir, l'armée, la police, acceptent de jouer jusqu'au bout le jeu du multipartisme, même passant des urnes à la rue. L'avenir le dira. Mais nul doute que la frontière se situera là où le débat politicien et la course aux sièges risqueront de faire place à des choix sociaux fondamentaux et à un affrontement sur un terrain de classe.

Louis GUILBERT

Manifestation contre les dirigeants actuels. (AFP)

ND-KOHL ET LE DROIT DE LA LITUANIE...

À NE PAS DISPOSER D'ELLE-MÊME

éclaration commune faite à Paris le Mitterrand et le chancelier Kohl ont résident lituanien Landsbergis de ndant un temps les effets» de la épendance prise le 11 mars dernier nt de cette République balte. ation faisait suite à celle de orge Bush, qui affirmait de son côté prendre de mesures de rétorsion à 'URSS, par exemple en contournant omique imposé par Moscou.

(AFP)

(AFP)

Kohl et Mitterrand en train de sacrifier momentanément l'indépendance lituanienne, pendant que les Lituaniens font du vélo à cause de la pénurie d'essence.

Concrètement, cette suspension des effets de la déclaration d'indépendance devrait aboutir à l'annulation de trois lois adoptées par le Parlement lituanien : la première exempte les Lituaniens du service militaire dans l'armée soviétique, la seconde institue la délivrance de cartes d'identité lituaniennes, et la troisième prévoit la confiscation des biens appartenant à celui des deux Partis Communistes de cette république qui est favorable à la politique de Gorbatchev. Ces demandes avaient été formulées par le gouvernement russe et posées comme préalable à la reprise de tout dialogue entre Moscou et Vilnius.

Ces prises de positions sucessives de la part des responsables des principaux pays occidentaux ne pouvaient apparaître aux Lituaniens que comme un lâchage de leurs aspirations à l'indépendance. D'ailleurs, aux lendemains des propos tenus par Bush, le président Landsbergis avait vivement réagi en déclarant avoir peur que les Etats-Unis ne *«vendent»* la Lituanie et en comparant l'attitude américaine à un nouveau *«Munich»*.

Cependant, face à cette unanimité des Occidentaux pour prôner la modération aux Lituaniens, les nationalistes baltes ont fait machine arrière. Après le vice-Premier ministre lituanien, c'est Landsbergis, lui-même, qui a réussi à trouver des aspects positifs dans la déclaration Mitterrand-Kohl qui, bien que demandant que la déclaration d'indépendance soit vidée de son contenu, n'aurait pas remis en cause le principe d'autodétermination des peuples !

Et maintenant certains – tel *Le Figaro* du 30 avril – vont jusqu'à expliquer que le message franco-allemand avait été préparé en accord avec les Etats-Unis (ce qui est sans doute évident), mais aussi à la demande du président Landsbergis. Cette dernière assertion – qui semble, elle, bien plus douteuse – a en tout cas pour objectif de présenter la position allemande et française comme favorable, malgré les apparences, au gouvernement lituanien.

Avec de tels soutiens, les nationalistes lituaniens en sont réduits aux formules creuses du genre : «A défaut de chauffer les appartements, l'idée de l'indépendance réchauffe les cœurs», et surtout à tenter de trouver des appuis au sein même de l'URSS. Ainsi, le gouvernement de Vilnius a demandé aux entreprises lituaniennes d'explorer systématiquement les possibilités d'échange avec d'autres entreprises en Ukraine, en Biélorussie ou ailleurs, ainsi qu'avec les municipalités dont les conseils municipaux sont dominés par les réformateurs, comme Moscou ou Léningrad. Mais tout cela est bien plus facile à dire qu'à réaliser et apparaît plus comme un geste propagandiste que comme un réel moyen de briser le blocus économique.

En tout cas, une chose est évidente. Ceux qui, en Occident, posent aux défenseurs de la liberté, de la démocratie, et autres grands mots, ont en réalité des calculs bien plus concrets. Ils se soucient bien peu de la Lituanie, et les dirigeants nationalistes qui comptaient sur leur soutien en sont pour leurs frais. Le problème de Bush, de Mitterrand, de Kohl, c'est d'abord l'ordre mondial qu'ils sont en train de renégocier, pas à pas, avec les dirigeants de l'URSS. Ils se gardent donc bien, pour reprendre leur expression, *«de mettre en œuvre une politique qui puisse entraver, voire stopper, la perestroïka de Mikhaïl Gorbatchev»*, ce Gorbatchev avec qui la collaboration semble si prometteuse.

Les Lituaniens sont obligés de le constater aujourd'hui, l'autodétermination des peuples n'est pas plus le problème des dirigeants occidentaux que de ceux de l'URSS. Il est vrai que, pour le savoir, il aurait peut-être suffi de regarder ce qui se passe par exemple en Irlande, en Palestine, ou en Nouvelle-Calédonie...

Georges LATTIER

Ph. Arc

SNECMA Gennevilliers
UN DRAME ÉVITÉ DE JUSTESSE

A la Snecma de Gennevilliers, mercredi 25 avril, un autoclave a explosé aux Fonderies.

Un autoclave, c'est une sorte de cocotte-minute géante à l'intérieur de laquelle un opérateur place des moules remplis de cire qui sont vidés de leur contenu par de la vapeur montée à 180°.

Une cocotte-minute donc, mais à la puissance 100 ! Des morceaux d'acier et de cire en fusion ont volé jusqu'à plus de 6 m autour du point d'explosion.

Par chance l'opérateur, qui venait juste de s'éloigner pour saluer des collègues, en est sorti indemne.

La direction a été obligée de «geler» (si on peut dire) le second autoclave qui fonctionne aux Fonderies dans l'attente des résultats de l'enquête ouverte par l'inspecteur du Travail et le service des Mines. Il faut dire que les syndicats avaient exigé «le droit au retrait» et mis en demeure la direction.

Ce genre d'accident n'est pas vraiment étonnant. Comme un peu partout dans le pays, les accidents augmentent à la SNECMA. Il y a deux mois un travailleur des Presses se faisait écraser une main. Aujourd'hui, c'est une explosion qui aurait pu être dramatique.

Investir dans la sécurité, entretenir correctement les matériels, ça n'est qu'accessoirement la préoccupation de la direction. Ainsi, il lui avait déjà été signalé le mauvais fonctionnement de la porte de l'autoclave qu'il fallait cogner pour ouvrir ou fermer. La direction a fait la sourde oreille et il lui aura fallu cette explosion pour lui rendre la pleine possession de ses ouïes.

Faudra-t-il une nouvelle explosion pour qu'elle entende raison et accepte d'installer une télécommande sur l'autoclave, comme de nombreux travailleurs le lui ont déjà suggéré ?

Correspondant LO

Arsenal de Cherbourg

LES MAUVAIS COUPS DE LA DIRECTION

A l'Arsenal de Cherbourg, la direction vient de réitérer un mauvais coup qu'elle avait déjà tenté il y a quelques mois contre des travailleurs du chantier construction. Devant le mécontentement engendré, elle avait reculé, et voilà qu'elle remet ça.

Ces travailleurs étaient postés, effectuant des horaires en 4 x 8. La direction prétend leur supprimer la prime de poste, tout en les laissant en horaire décalé. C'est-à-dire que ces camarades seraient dorénavant à l'entière disposition de la direction, pouvant changer d'horaire en cours de semaine, passer de la normale en équipe de nuit, ou du matin ou de l'après-midi, tout en voyant leur salaire amputé d'environ 600 F par mois, car ils ne seraient plus postés !

De plus, toujours pour la raison qu'ils ne seraient plus postés, ils effectueraient une heure de plus par jour.

Certains membres de l'encadrement, qui ne manquent pas d'air, ont rétorqué aux travailleurs qui trouvaient cela injuste qu'ils pouvaient faire deux samedis par mois pour récupérer leur pouvoir d'achat...

Pour l'instant, une pétition circule, signée par tous les travailleurs concernés et qui ne sont pas décidés à se laisser traiter de cette façon !

Correspondant LO

Hôpital-Sud - CHR de Bordeaux

MANQUE D'INFIRMIÈRES, LA DIRECTION GÈRE LA PÉNURIE

A l'Hôpital-Sud de Pessac, en banlieue bordelaise, le manque d'infirmières n'est pas nouveau mais, depuis quelques mois, la situation s'aggrave rapidement. Non seulement les élèves-infirmières qui sortent de l'école ne veulent pas venir travailler dans cet hôpital, mais dans de nombreux services, les infirmières en poste démissionnent.

Dans un service d'hématologie par exemple, sur un effectif théorique de 24 infirmières, il n'y en a plus que 12 actuellement : 6 ont démissionné rien qu'en avril. Dans un service de cardiologie, la direction a dû fermer la moitié des lits durant 15 jours, car le personnel était tellement réduit qu'il a suffi qu'une seule infirmière tombe malade pour que le service ne puisse plus tourner.

Alors la direction fait mine de s'affoler : elle passe des annonces dans la presse locale, elle envoie des cadres faire de la retape dans les écoles ou dans les cliniques... en vain. Même les étudiants en médecine sollicités pour faire des remplacements d'été ne se bousculent pas.

La direction ne récolte que ce qu'elle a semé. Depuis des années, les conditions de travail n'ont fait que se dégrader. Quant aux conditions d'embauche, il faut rester des années sous contrat, à la merci d'un licenciement, sans poste ni roulement fixe avant une hypothétique titularisation... Quant aux écoles d'infirmières, cela fait 10 ans que le nombre des places y diminue.

Jusqu'à maintenant, la direction s'en tenait aux pressions individuelles pour obtenir des infirmières (et des aides-soignantes) qu'elles fassent des heures supplémentaires, qu'elles reviennent sur leurs repos, voire sur leurs vacances, pour boucher les trous. Mais ces dernières semaines, dans plusieurs services, la direction tente de mettre en place de nouveaux horaires de travail.

Il y a quelques années, elle avait déjà tenté de modifier les horaires en réduisant la période de «chevauchement» entre les équipes de matin et d'après-midi. Cela avait alors déclenché un mouvement de protestation qui l'avait obligée à remballer son projet.

Aujourd'hui elle réessaie d'une autre façon, en expérimentant différents horaires, là où le manque de personnel est le plus aigu. Elle «propose» de faire 9 heures par jour ici, 10 h 30 là, ce qui permettrait en réorganisant les roulements de faire tourner les services avec moins de personnel.

Pour le moment la direction semble marcher sur des œufs et elle cherche à obtenir l'accord des personnels concernés. Mais la nouvelle de cette tentative a fait le tour de l'hôpital en quelques jours. Et si quelques équipes ont accepté l'essai temporaire de ces horaires, tout le monde a le sentiment que «l'essayer, c'est l'adopter» et que c'est la porte ouverte à toutes les remises en question.

Une pétition lancée par la CGT pour refuser par avance ces modifications est signée par la grande majorité du personnel de l'hôpital. Mais tout le monde sait bien qu'une simple pétition ne suffira pas à faire reculer la direction et que, de toute façon, le problème n'est pas tant les horaires que d'exiger l'embauche de personnel.

Et si la direction avance pour le moment aussi prudemment, c'est probablement qu'elle craint que cette mesure soit la dernière goutte d'eau qui peut faire déborder le vase.

Correspondant LO

DE LA REGIE A LA SOCIETE ANONYME

Finalement, le gouvernement a dû user de l'article 49.3 de la Constitution pour faire adopter le changement de statut de la Régie Renault. Cette initiative prise le samedi 28 avril répondait à la guerre des amendements, menée par le PCF à l'Assemblée durant deux jours et deux nuits, pour démontrer l'irrecevabilité du projet gouvernemental.

Malgré l'obstruction des députés du PCF, le projet est donc passé, puisque le groupe PCF à l'Assemblée n'est pas assez nombreux pour déposer une motion de censure. Le long week-end du 1er mai, qui aura vu une fois de plus un Parlement déserté, aura donc été mis à profit par Rocard pour entériner la fin de la Régie Renault en tant qu'entreprise publique.

Gamma

La poignée de main «historique» entre les dirigeants de Renault et de Volvo.

La bataille du PCF qui parle sans complexe d'un *«Munich de l'auto»* aura donc cette fois échoué. En 1987, lors de la première discussion à l'Assemblée nationale sur un changement de statut de la Régie, les députés du PCF l'avaient emporté. Le ministre Madelin avait dû remporter son projet. Il faut dire que la droite avait gagné les élections un an avant et qu'on était en pleine cohabitation. Les députés socialistes avaient donc uni leurs voix à celles du PCF pour faire capoter le projet Madelin. Cette fois-ci, l'offensive était menée par le gouvernement socialiste lui-même, Rocard en tête.

Le projet, quelque peu différent de celui de Madelin, prévoit de toute façon que Renault devienne une société anonyme et abandonne 25 % de son capital au groupe suédois Volvo. L'Etat reste majoritaire en ce qui concerne les droits de vote (75 %), même si la nouvelle société prévoit, outre l'accord Volvo, la possibilité de transformer les actions détenues par les salariés ou ex-salariés de la Régie en certificats d'investissement sans droit de vote – ce qui ne représente pas grand-chose – et la possibilité d'émettre de nouveaux certificats d'investissement du même type jusqu'à concurrence de 25 % de son capital ; les banques et les assurances pourraient ainsi, à leur tour, s'associer à Renault SA. Voilà pour l'argent frais à venir, l'Etat cessant d'apporter directement son concours à la Régie.

Derrière cette bataille juridique, qu'y-a-t-il ? La volonté de permettre à la Régie de s'associer à un quelconque groupe européen ou autre, sans être entravée par son statut d'entreprise publique. Inutile de préciser que ces associations, alliances, mariages et autres formes de collaboration, entrent dans le cadre de la guerre économique actuelle, de la concurrence, de l'organisation d'un marché européen ou mondial, où chacun cherche à se protéger pour survivre, à s'allier pour ne pas couler ou pour couler les autres, ou tout simplement pour limiter la casse.

Au moment même où le projet était discuté à l'Assemblée, une dépêche de presse annonçait que le groupe Volvo menait une négociation avec Mitsubishi pour construire en Hollande des voitures avec des composants japonais. D'où les hurlements des députés du PCF présentant Volvo et le projet d'association avec Renault, comme le cheval de Troie de l'industrie automobile japonaise.

Evidemment une partie de l'argumentation des auteurs du projet tombait à l'eau : l'accord Renault-Volvo rendu nécessaire pour tenir face à la concurrence japonaise. Mais dans le monde des affaires, la dépêche a fait plouf. Cela fait belle lurette que Mitsubishi, Honda et autres Toyota ont entamé des négociations avec tous les groupes européens, Mercedes, Fiat, British Leyland, etc.

Il ne reste donc que les députés communistes pour défendre, mordicus, l'industrie nationale, avec force cocoricos et trémolos patriotiques : «France, ton auto fout le camp».

Sur le terrain, dans les usines Renault, à Billancourt, définitivement engagé dans la voie de la fermeture en 1992, à Flins, Douai, etc, les militants de la CGT ont fait signer des pétitions, mené grand train autour de la bataille parlementaire menée par les députés du PCF. Tout cela dans une quasi-indifférence générale.

Certes, plus de 50 000 salariés ont signé la pétition. Ils ne voient rien de bon à attendre de la modification du statut, ils ne savent pas quoi craindre de plus. Ils savent depuis cinq ans que la Régie, entreprise publique, licencie, dégraisse, restructure, comme n'importe quel groupe capitaliste et a déjà supprimé plus de 30 000 emplois. L'inquiétude, très vague, sur le statut s'ajoute à l'inquiétude bien réelle sur l'emploi, mais la plupart des travailleurs sentent confusément que le problème n'est pas le changement de statut, mais ce droit que s'arrogent les directions, qu'elles soient publiques ou privées, d'organiser la production au mépris du droit des salariés, en fonction de l'intérêt du moment.

Nationalisation ou pas, entreprise publique ou pas, c'est le droit capitaliste qui prime, il est opposé au droit des travailleurs. Aucun statut ne peut remplacer la lutte des classes.

Correspondant LO

RENAULT-FLINS

LE PATRON DOIT LAISSER PISSER !

A Renault-Flins, le département montage (Sellerie, Mécanique) est le secteur de l'usine dont les responsables sont largement en tête du palmarès des avertissements, sanctions et autres tracasseries à l'égard des travailleurs. C'est ainsi le seul secteur où ils font remplir des feuilles aux travailleurs qui arrivent, un matin, en retard.

Ils ont poussé l'esprit paperassier jusqu'à noter sur un formulaire l'heure de départ, celle de retour et le motif du déplacement quand un travailleur va... aux toilettes !

C'est ainsi que, jeudi 26 avril en équipe du soir, un chef des chaînes moteur, voulant jouer les dames pipi distribuant des jetons, a déclenché une grève de deux heures d'une cinquantaine de travailleurs. Mouvement qui a paralysé le département (les chaînes de Sellerie et de Mécanique) jusqu'en fin de poste, à 22 h 25.

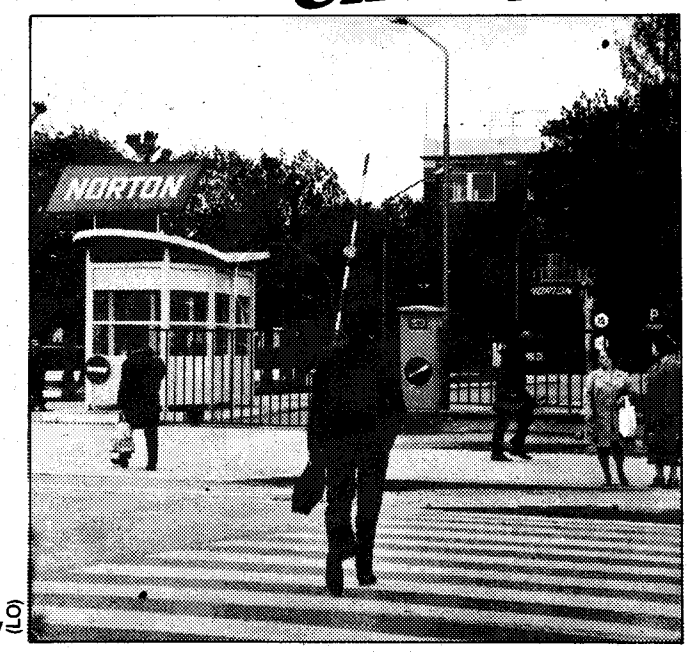
Durant tout le débrayage, la maîtrise a voulu «ramener» les ouvriers à la «raison». En vain, ceux-ci étaient bien décidés à marquer le coup une bonne fois.

Le chef de groupe Sellerie-Mécanique est bien venu pour tenter de remettre les travailleurs au boulot mais il s'est fait rembarrer : *«D'abord toi, on te connaît pas. On veut parler avec le chef de département, pas avec le premier venu»*.

Voilà un mouvement qui va servir d'avertissement à certains agents de maîtrise et aux patrons du département. Si à chaque fois qu'un ouvrier veut aller pisser cela se traduit par une baisse de production de 50 à 100 voitures pour la direction c'est une perte sèche !

Correspondant LO

Norton (La Courneuve)



LES PATRONS NE FONT PAS DE POLITIQUE, ILS SE PAIENT DES POLITICIENS

(LO)

Pour faire face à l'OPA "hostile" dont elle a été l'objet de la part d'une société anglaise (BTR : British Tyre and Rubber), la direction américaine de Norton n'a pas lésiné sur les moyens.

Aujourd'hui, le "danger" semble écarté, un "chevalier blanc", comme cela s'appelle dans le milieu des finances, est entré dans le cirque pour sauver Norton de l'hostilité de BTR. Il s'agit de Saint-Gobain qui a lancé une contre-OPA et propose de racheter 90 dollars l'action que BTR achetait à 75 dollars alors qu'elle n'en valait que 55 ! On comprend tout de suite pourquoi le conseil d'administration considère cette seconde offre comme plus amicale que la première...

A Norton-La Courneuve, nous avons été régulièrement informés des rebondissements de cette affaire par des notes explicatives de la direction française, et l'épisode BTR relaté dans ses moindres détails ne manque pas d'intérêt.

Nous avons ainsi appris que la direction générale aux Etats-Unis, située à Worcester dans le Massachusetts, a demandé aux élus de la ville de se mobiliser pour empêcher, eux aussi, que l'OPA de BTR n'aboutisse.

Eh bien, les élus ont entendu la direction et ils ont rédigé un projet de loi sur mesure, prévoyant de limiter le renouvellement des conseils d'administration des entreprises de l'Etat du Massachusetts à un tiers de ses membres par an. Cela empêchait dans un premier temps BTR de devenir majoritaire au sein du conseil d'administration, même si cette société avait racheté 100 % des actions.

La loi a été votée en une journée, un record paraît-il, par les élus de l'Etat du Massachusetts, et elle devait être solennellement signée dans les locaux mêmes de l'usine de Worcester par Michael Dukakis, gouverneur de l'Etat.

Aux Etats-Unis, les politiciens n'ont pas honte de se montrer très officiellement les larbins des patrons. En France, ils ne sont pas différents, juste un peu plus hypocrites.

Correspondant LO

Aciéries d'Imphy (Nièvre)

UN INTÉRIMAIRE VICTIME D'UN ACCIDENT GRAVE

Mardi 24 avril, aux Acieries d'Imphy, un jeune ouvrier a été victime d'un accident grave qui a soulevé l'émotion dans toute l'usine.

Alors qu'il usinait une barre d'acier sur un tour parallèle, sa manche de vêtement s'est prise dans les vis de serrage, l'entraînant entièrement à 50 tours/minute. Il s'est passé plusieurs dizaines de secondes avant qu'un camarade de travail proche puisse stopper la machine.
Ce jeune travailleur s'en tire avec des plaies à la tête, des fractures aux bras et des côtes enfoncées. Si certains chefs cachent leur gêne en criant *"au miracle"*, il n'en reste pas moins que le tour ne possède ni carter de protection, ni bouton d'arrêt d'urgence.

La direction en rajoute en faisant remarquer que notre camarade de travail portait un vêtement *"lâche"*. C'est le comble de l'hypocrisie. Ce jeune est intérimaire, et à Imphy, s'il veut bleus de travail et chaussures de sécurité, il faut qu'il se les paye ; l'usine ne les fournit qu'aux embauchés ! Aujourd'hui près de 200 gars sont dans ce cas-là sur 1900. Sur ce terrain, la direction ferait donc mieux de se taire.

Alors elle peut toujours dire que ce camarade - qui est avec nous depuis un an et demi - *"n'appartient pas à l'entreprise"* et que son accident ne sera pas comptabilisé dans les statistiques de l'entreprise, c'est elle qui en porte la responsabilité. Et nous nous en souviendrons.

Correspondant LO

ÉCHOS DES ENTREPRISES

À LA CAISSE

Les patrons du groupe BSN sont heureux. Les bénéfices engrangés grâce à notre travail sont en hausse : de 2,2 milliards de francs en 1988 ils sont passés à 2,7 milliards en 1989.

Et c'est dans la branche Biscuits que les records sont battus avec une augmentation en un an de 25 % !

Mais tous ces milliards en plus, Riboud et tous les profiteurs de notre travail se les gardent.

Sans même avoir levé le petit doigt, les actionnaires encaisseront des dividendes 15 % supérieurs à l'année dernière.

A Château-Thierry, chez Belin, des travailleurs sont licenciés et nos salaires n'ont jamais été autant à la traîne.

Sans nous tous ces actionnaires et autres parasites ne seraient rien. C'est eux qu'il faut licencier et c'est entre les travailleurs qu'il faut partager les bénéfices.

(Extrait du bulletin* Lutte Ouvrière - Biscuits Belin *à Evry - Essonne).

NOTRE SANTÉ AVANT TOUT : LEVONS LE PIED !

La direction vient d'afficher ses statistiques des accidents de travail depuis le début de l'année.

Plus on avance dans les mois, et plus le nombre des accidents augmente avec près de 100% d'accidents en plus au mois de mars par rapport au mois de février. Et le mois d'avril n'est pas encore terminé que ce record risque déjà d'être dépassé.

Les causes ? Pas besoin d'être directeur pour les trouver. Des heures sup en pagaille, les chefs sur le dos, et dans la bouche de certains on n'entend plus que *«produire, produire, des pièces avant tout !»*.

Alors, cela suffit, il est temps de respirer !

Extrait du bulletin* Lutte Ouvrière *de General Motors (Strasbourg).

DRAPEAU BLANC... CHEZ VALEO

Valéo a participé à la grande action drapeau blanc sur les routes durant le week-end de Pâques. Et de nous avertir : *«Attention les plaquettes, projecteurs, etc.»*.

Mais tous les jours à Valéo, la direction ne nous dit rien des risques que nous courons : amiante, poussières de plomb, fibres de verre...

Alors puisque Pâques est passé, il est grand temps d'aller sonner les cloches à ces hypocrites qui arborent au-dehors le drapeau blanc et garde à l'intérieur de l'usine le noir pour nous.

(Extrait du bulletin* Lutte Ouvrière Valéo *de Condé-sur-Noireau).

ATTENTION AU REFLUX TENDU

En Fonderie, comme les intérimaires ont été licenciés, on travaille en effectif limité et dès qu'il y a des absents, les problèmes nous retombent dessus.

A croire que la direction tient à se comporter avec nous comme avec la production : réduction du stock et surtout... réduction du personnel. C'est ce qu'elle appelle le flux tendu.

Mais qu'elle se méfie de la contagion, il n'y a pas que le flux mais aussi l'atmosphère qui devient tendue.

***Extrait du bulletin* Le Klaxon *de la Française de mécanique (à Douvin), édité par* Lutte Ouvrière.**

EGALITE...

Le gouvernement vient de décider d'augmenter le SMIC en vigueur à la Réunion (3 932 F brut) du même pourcentage (2 %) que le SMIC pratiqué en France (5 054 F).

Ainsi le SMIC réunionnais va passer à 4 010 F brut tandis que le SMIC de France passera à 5 156 F... et la différence entre les deux, qui était de 1 122 F, va passer à 1 146 F.

Les patrons qui sévissent à la Réunion («département français de l'Océan Indien !») n'ont rien à craindre de l'actuel gouvernement «socialiste». Le prix de la main-d'œuvre réunionnaise leur permettra de continuer à faire de jolis profits... à moins que la classe ouvrière de la Réunion ne descende dans la rue et montre de quelle colère elle est capable !

À LA RÉUNION
IL Y A TOUJOURS DES SEIGNEURS PROTÉGÉS PAR LES GENDARMES DE LA RÉPUBLIQUE

Le 5 avril dernier, un ouvrier agricole de la commune de Sainte-Suzanne. Jean-Baptiste Dary, a été chassé de la case qu'il occupait avec sa famille depuis 1940 et qu'il avait construite de ses mains. Puis sa case a été détruite sous ses yeux.

Il a été chassé de chez lui par un certain Barau Jean-Marie, grand propriétaire du coin, qui jugeait pour des raisons obscures, que cet ouvrier agricole de 65 ans, ayant encore 11 enfants à charge, le gênait par sa présence sur «ses» terres.

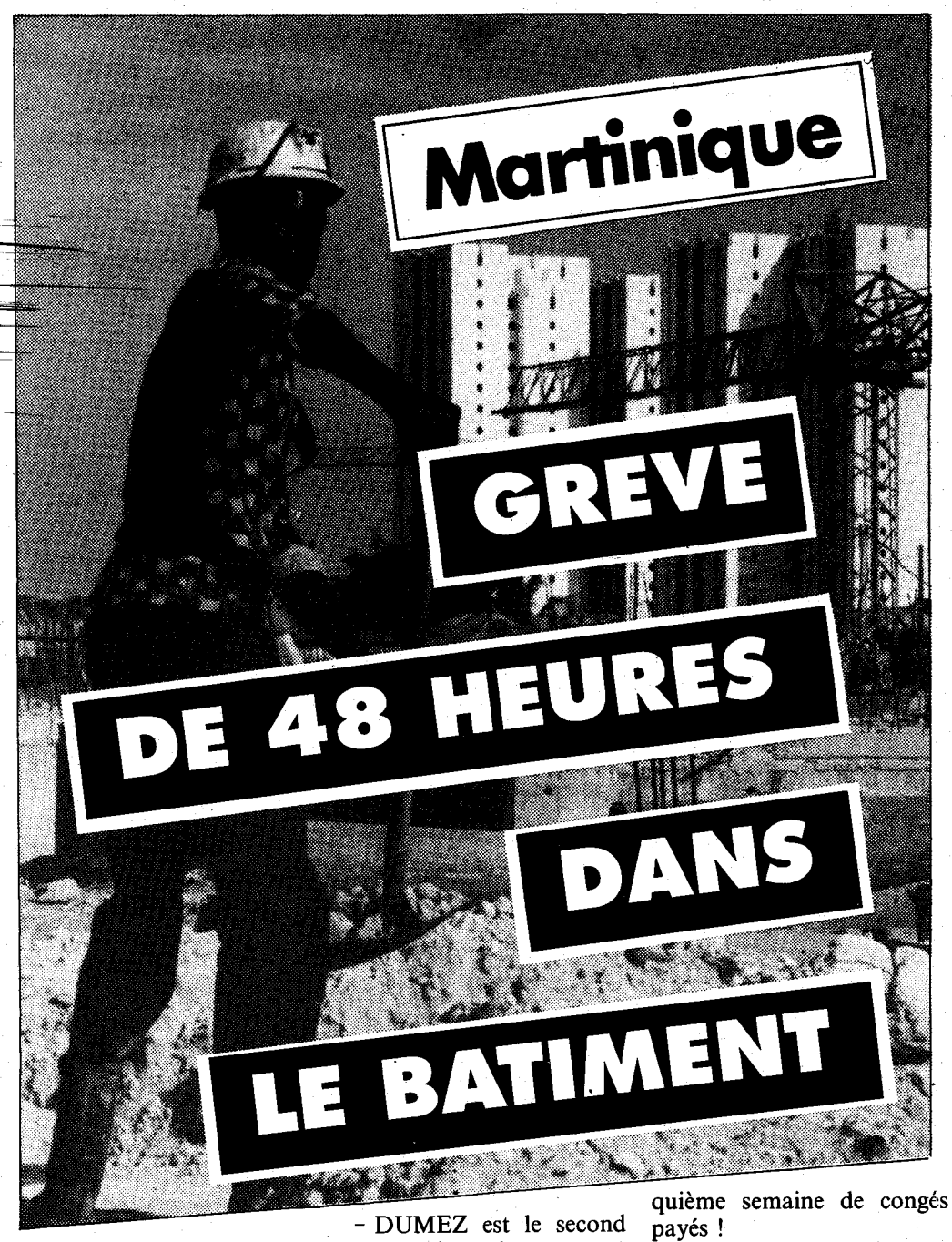
En fait M. Dary, après avoir travaillé 50 ans pour la famille Barau et sur les terres de celle-ci, avait pris sa retraite il y a trois ans, à 62 ans. Du coup, Barau le jugeant désormais inutile, décida de s'en débarrasser complètement et de le jeter à la rue en reprenant les quelques mètres carrés où il avait vécu jusque-là... pour enrichir Barau lui-même.

Il faut dire que la famille Barau est une figure dans le nord-est de l'île, une figure sinistre pour les plus pauvres et les ouvriers qu'elle exploite depuis des générations. C'est grâce au travail des esclaves africains amenés fers aux pieds, à fond de cale, que leurs ancêtres ont réalisé leur fortune et fait fructifier leurs immenses exploitations «du battant des lames au sommet des montagnes».

Les ouvriers agricoles d'aujourd'hui et les colons sont les descendants des esclaves. Et, malgré l'abolition de l'esclavage, ils restent encore, par certains côtés, les esclaves des grands propriétaires, comme le montre le cas de Jean-Baptiste Dary.

Enfin, et ce n'est pas un détail, si les Barau et consorts peuvent commettre de tels forfaits contre «leurs» ouvriers, c'est parce que l'Etat (la police, la justice, l'armée, le gouvernement) est à leur service. Ainsi Barau et son contremaître étaient accompagnés de 4 gendarmes et d'un huissier pour expulser son ouvrier et détruire sa case.

Correspondant LO



Les lundi 23 et mardi 24 avril il y a eu 48 heures de grève dans le bâtiment. La cause en était le refus des patrons de payer les jours de congé traditionnels (vendredi saint, jours gras, jour des morts). Ces jours sont traditionnellement chômés aux Antilles. Mais les patrons refusent de les prendre en charge sous prétexte que cela coulerait les entreprises.

Un très beau prétexte quand on connaît le nom des entreprises «moribondes» du bâtiment en Martinique :

- SATOM appartient à Bouygues, premier groupe mondial du bâtiment ;

- DUMEZ est le second groupe français, surtout après ses accords de fusion avec GTM, autre multinationale présente en Martinique ;

- COLAS est une multinationale des travaux publics.

Les entreprises du bâtiment peuvent donc payer : elles en ont largement les moyens, surtout avec le boom actuel dans la construction.

Dans le commerce, le même cas s'était posé. Finalement, la loi a dû donner raison aux syndicats qui avaient exigé qu'on ne confonde pas les fêtes locales avec la cinquième semaine de congés payés !

Les travailleurs ne se sont pas laissé prendre par ce type d'arguments mensongers et se sont mobilisés. Et dans les faits, de nombreux chantiers étaient déserts ces deux jours.

Une manifestation de rue a été suivie par plus de 200 travailleurs, le lundi 23.

Bien entendu, chacun sait que ce n'est pas deux jours de grève qui vont faire plier les patrons. Mais ce mouvement peut être un premier pas qui sera utile si dans les chantiers des différentes entreprises, on discute vraiment de comment faire avancer les intérêts des travailleurs du bâtiment.

LUTTE OUVRIERE
(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à
LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions E.A. - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. SARL au capital de 20 000 F, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat - Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson - Tirage 17 000 exemplaires - Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris - Impression : Roto de Paris, La Plaine St-Denis (Seine Saint-Denis) - Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS

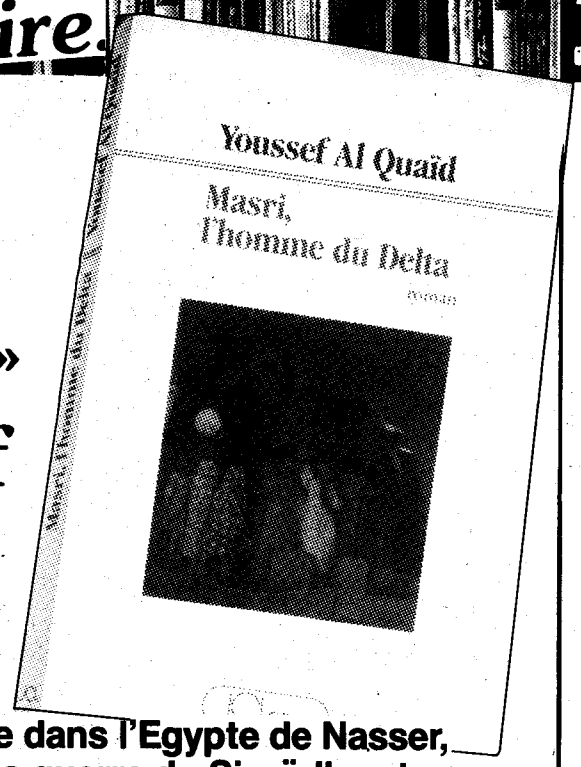
- à **Lutte Ouvrière** - hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F - Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.
- à **Lutte de Classe** - mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par L'Union Communiste Internationaliste.
France, 1 an : 80 F.
Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
CODE POSTAL ET VILLE : .....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de : .....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON ou par virement postal à MICHEL RODINSON - CCP 6 851 10 R - PARIS.

lire.

«MASRI L'HOMME DU DELTA» de Youssef Al Quaïd



Ce court récit se passe dans l'Egypte de Nasser, en 1973, au moment de la guerre du Sinaï. Il met en scène quelques personnages dans un village du delta du Nil qui gravitent autour du maire, un homme important, très riche, bouffi d'orgueil et qui a le bras long. Ce maire possède déjà presque toutes les terres du village et c'est jour faste pour lui, car la justice vient de lui accorder le retour en sa possession des quelques terres qu'il avait dû céder aux villageois en 1954, au moment de la réforme agraire, survenue deux ans après la prise du pouvoir par Nasser. Triste période pour le maire que celle de la réforme agraire, non qu'il ait perdu beaucoup de ses richesses à l'époque, mais, déclare-t-il, *«nous vécumes des jours terribles. Les misérables qui ne mangent pas à leur faim osaient à présent lever les yeux sur nous»* ! Mais cette triste période est révolue, tout rentre dans l'ordre antérieur, même si la nouvelle qu'il faut rendre les terres met le village en émoi.

C'est à ce moment-là que le dernier des fils du maire, celui de sa dernière épouse, la plus jeune et la préférée, est appelé sous les drapeaux. Une chose que le maire ne peut laisser faire. Grâce aux services de «l'entrepreneur», un lettré, habile et sans scrupule, qui fait profession de monter des combines pour tourner les lois, le maire propose à un jeune homme du village, Masri, de prendre l'identité de son fils et sa place à l'armée. En échange, le père de Masri, un des gardes du maire, un pauvre homme qui a cinq filles à nourrir, pourra garder en sa possession quelques-uns des arpents qu'il aurait dû rendre au maire.

Masri est tué dès les premiers combats, sans avoir eu le temps de dévoiler la supercherie... C'est donc le maire qui recevra les condoléances et... les indemnités.

Son employé, qui n'a, malgré les promesses du maire, pas gardé son bout de terre, perd son dernier soutien avec la mort de son fils unique...

C'est raconté simplement, presque naïvement. Masri et son ami sont des jeunes gens patriotes, pieux, respectueux des lois. Ils sont convaincus par exemple que la guerre contre l'envahisseur prime tout. Du moins dans un premier temps. Masri est tenté de dévoiler l'injustice dont il est victime mais, avec la déclaration de l'état d'urgence, il décide que cela peut attendre, mais *«pas la libération du territoire... Ces combats, explique-t-il à son ami, représentent la première partie de la guerre de libération. La deuxième partie viendra ensuite et ce sera la résolution des problèmes internes»*.

Seulement la mort de Masri amène son compagnon à tout remettre en cause, dieu, sa prétendue justice : *«Si dieu a choisi d'être seulement le seigneur des riches, les pauvres n'ont qu'à se chercher un autre dieu»*. La défense de la patrie ne lui apparaît plus non plus si évidente. Quelle Egypte avons-nous défendue : *«L'Egypte de ceux qui meurent de faim, ou celle de ceux qui meurent d'indigestion»* ? Et l'ami de conclure, en regrettant : *«Tout cela est de notre faute. (...) Chaque fois qu'un coup de fusil était tiré vers le Sinaï occupé, un autre aurait dû être tiré vers l'Egypte asservie qu'occupaient des ennemis d'une autre sorte : la misère, le sous-développement, l'injustice, l'oppression»*.

Ce conte est symbolique de ce que fut l'Egypte nassérienne. Masri, en arabe, signifie l'Egyptien. L'auteur dénonce les illusions suscitées par Nasser dans la jeunesse et parmi les pauvres, et rappelle que sous son régime les riches continuèrent à s'enrichir, y compris de la guerre et du sang des morts au front.

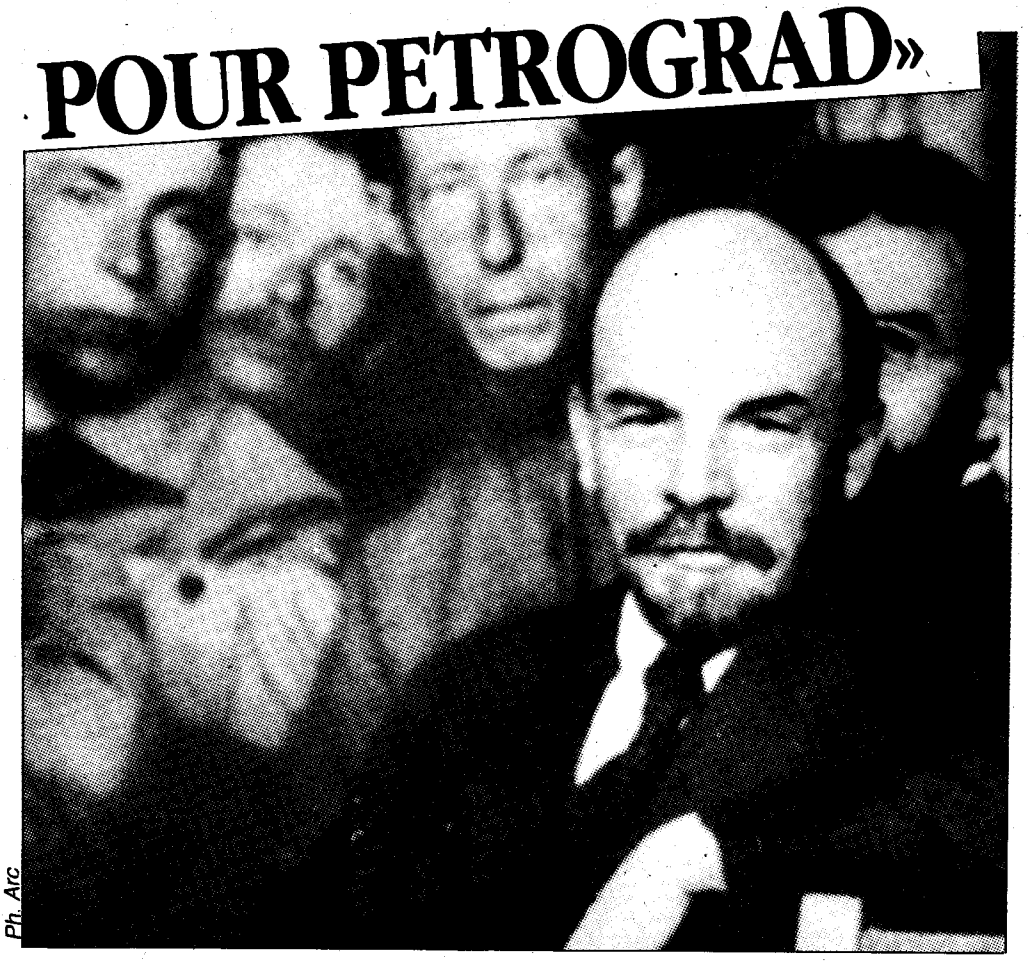
Cécile BERNIER

Masri l'homme du Delta *de Youssef Al Quaïd Edition Jean-Claude Lattès. 98 F.*

voir

A la télévision :

«LE TRAIN POUR PETROGRAD»



Ph. Arc

Ce téléfilm a pour sujet le retour de Lénine de son exil suisse à Pétrograd via l'Allemagne, en avril 1917, en pleine guerre impérialiste. Il avait été programmé initialement pour la fin de l'année 1989. TF1 en avait supprimé la diffusion parce que, pour la chaîne de Bouygues, *«il aurait été indécent de donner une image favorable des bolcheviks au moment où le communisme s'écroulait»*.

La chaîne a quand même diffusé la première partie de ce téléfilm lundi 30 avril. Et de fait, l'image qu'il donne des bolcheviks, des communistes dirigeants de la première révolution prolétarienne victorieuse, ne cadre pas avec l'anticommunisme à la mode.

Ce n'est pas non plus qu'elle soit exacte : l'auteur du téléfilm est un sympathisant du PC italien, qui n'est pas spécialement connu pour son esprit révolutionnaire... Il aurait donc été miraculeux qu'un auteur, dont les préoccupations sont tout autres que militantes, parvienne à faire incarner des militants révolutionnaires dont il ne partage pas les idées, dont il est douteux même qu'il les comprenne vraiment, à des vedettes de cinéma ou de théâtre que l'avenir de la Révolution mondiale ne doit pas empêcher de dormir. La manière roman d'espionnage de présenter le retour de Lénine comme une manœuvre machiavélique de l'état-major allemand – même si, en même temps, il est affirmé clairement que Lénine n'était pas un agent du Kaiser – la place accordée au roman entre Lénine et Inès Armand, dénotent plus un souci de faire du cinéma que de rendre fidèlement une période historique.

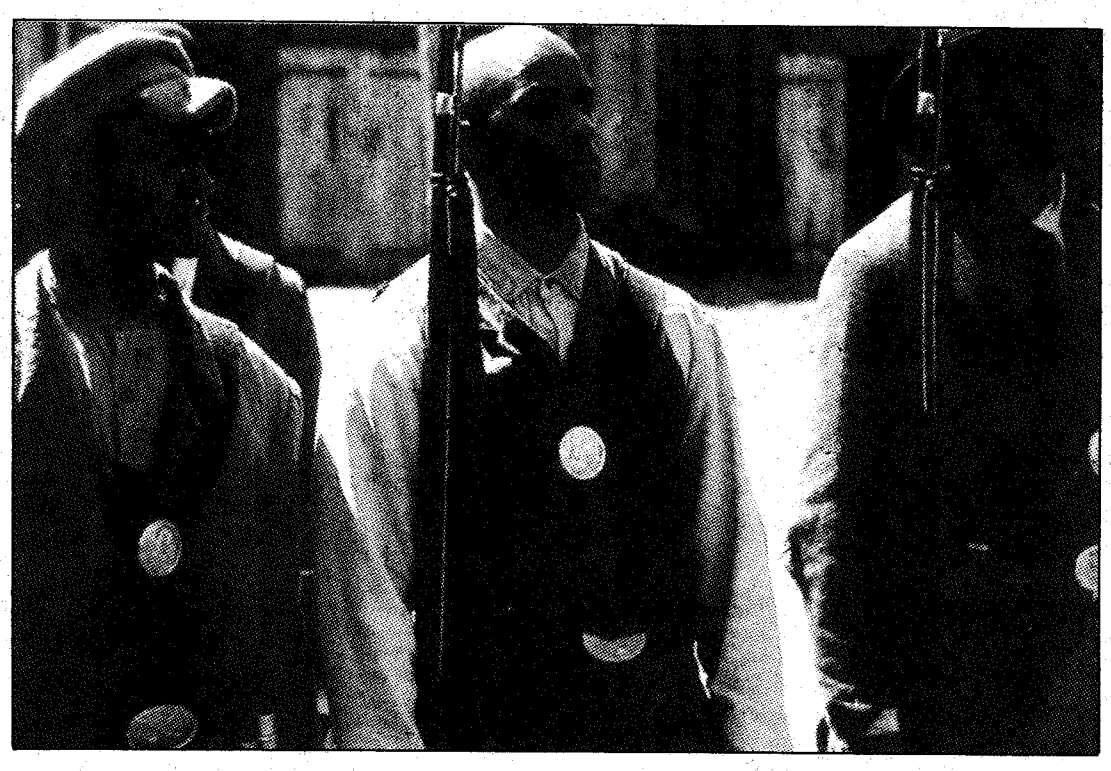
Il reste qu'à travers ce téléfilm, le spectateur peut voir – et c'est ce qui devait gêner Bouygues – que Lénine et ses camarades n'avaient rien à voir avec des Staline, des Ceausescu ou des Honnecker en puissance. Ce qui fait frémir, dans le film, ce ne sont pas les bolcheviks, ce sont les images, les évocations, de la boucherie impérialiste en Allemagne, en Russie, de l'arrogance et de la barbarie des états-majors, de leur mépris de ceux qu'ils traitent de chair à canon, de la misère qui règne dans les pays belligérants, de la famine qui sévit en Allemagne, des généraux fusilleurs de Kérenski en Russie.

Damiani a quand même montré, même si c'est politiquement incomplet, que Lénine et les bolcheviks étaient les adversaires résolus, intransigeants, de ce système-là, et que les travailleurs, qu'ils soient, dans le film, suisses ou allemands, ne s'y trompaient pas et comprenaient bien que ces proscrits étaient dans leur camp.

André ROUSSEL

(La seconde partie du *Train pour Pétrograd* est diffusée lundi 7 mai à 20 h 40)

GLORY
de Edward Zwick



Voilà l'histoire de la constitution du premier régiment noir de l'armée américaine, en 1863, dans l'armée nordiste, deux ans après le début de la guerre de Sécession.

C'est de cette guerre que date aux Etats-Unis la fin de l'esclavage. Le but de cette guerre n'était pourtant pas, du côté des Nordistes, l'émancipation des Noirs. C'était d'asseoir la domination politique de la bourgeoisie industrielle du Nord sur les planteurs esclavagistes du Sud. Mais au cours de la guerre civile eut lieu un véritable soulèvement des esclaves noirs dans le Sud, qui s'enfuirent massivement des plantations en y mettant parfois le feu, paralysant en tout cas l'économie du Sud.

avec Denzel Washington et Mattiew Broderick

Au début l'armée nordiste traitait les fugitifs qui tentaient de la rejoindre aussi mal que les propriétaires d'esclaves et, d'ailleurs, les ramenait le plus souvent à leurs maîtres.

Mais devant l'incapacité des Nordistes de vaincre militairement les Sudistes, qui remportèrent même d'importantes victoires, la guerre civile se radicalisa et Abraham Lincoln décida de s'appuyer sur les Noirs révoltés pour vaincre les Sudistes. En 1863, il proclama l'abolition de l'esclavage et bientôt des régiments noirs furent lancés dans la guerre, contribuant ainsi à la victoire. Cette décision politique d'armer les esclaves noirs en révolte était audacieuse et s'est heurtée à bien des résistances parmi les Nordistes.

La constitution du 54e d'infanterie du Massachussetts, premier régiment noir de l'armée américaine, se place à ce tournant de la guerre de Sécession. Le film ne fait aucune concession sur le mépris dans lequel les bourgeois nordistes tenaient les Noirs qu'ils décidèrent d'embrigader pour servir leurs intérêts. Le jeune officier blanc qui accepte de commander ce régiment, malgré le peu de prestige que ça lui rapporte, qui croit à son métier d'officier au point de vouloir faire de son régiment une unité de combattants, entre en conflit avec l'appareil militaire. Celui-ci refuse de considérer ces hommes autrement que comme des supplétifs au détriment desquels on peut s'enrichir en détournant chaussures et uniformes qui leur sont destinés, qu'on hésite longtemps à armer, qui n'ont pas le droit de devenir officiers, et qu'on paye au rabais pour effectuer toutes sortes de travaux, hormis la participation directe au combat.

Le jeune officier blanc, tout entier tendu par sa volonté de réussir sa mission de colonel, préparer ses hommes au combat, ne se laisse aveugler ni par le mépris haineux ni par le paternalisme, et tente de connaître ses hommes sinon de les comprendre. Il est l'un des premiers à voir les qualités de combattants de ces volontaires noirs et il subit lui-même leur pression.

Car ces Noirs, engagés volontaires, sont des révoltés, des gens qui sont prêts à mourir pour combattre les esclavagistes, des esclaves fugitifs pour beaucoup d'entre eux, qui se découvrent des hommes parce qu'ils ont vaincu la peur et qu'ils ont décidé de se battre contre ceux qui leur ont toujours dénié toute dignité humaine, toute humanité même. A travers le film on comprend leur ardeur à apprendre le maniement des armes, leur volonté de devenir des combattants efficaces, leur joie de se sentir une force. Et évidemment on comprend pourquoi tant d'anciens esclaves se sont enrôlés volontaires dans l'armée nordiste.

Certains – les plus désespérés – ne se faisaient pas trop d'illusions sur ce qu'ils gagneraient vraiment à cette guerre. Les pauvres savaient qu'ils resteraient pauvres et le racisme qui régnait dans l'armée nordiste était bien là pour rappeler aux Noirs qu'ils ne pouvaient guère faire confiance aux Nordistes sur l'avenir. Cela, le film le montre aussi et montre comment, sans vraiment d'illusions sur l'avenir, pleins de méfiance envers ces riches Blancs qui dirigeaient la guerre, ils choisirent tout de même leur camp parce qu'il y allait de la dignité humaine.

Le film fait partager d'une façon poignante cette aspiration à la dignité, au respect de soi-même, plus précieux que la vie, cette fraternité aussi des opprimés qui décident de combattre. Et il montre le courage, l'héroïsme, l'enthousiasme dont sont capables les exploités qui se battent pour leur propre dignité.

Le principal acteur noir du film, Denzel Washington (qui incarnait Steve Biko dans *Cry Freedom*), a dit dans une interview : *«La liberté ne nous a pas été accordée de manière paternaliste, nous l'avons acquise dans le sang. Mais ça on ne l'a jamais appris à l'école. C'est pour ça que j'ai voulu faire ce film»*.

Evidemment, depuis la victoire des Nordistes en 1865, l'esclavage n'existe plus aux Etats-Unis mais l'exploitation a pris une autre forme, celle du salariat. Le racisme, son corollaire, gangrène toujours la société américaine et son armée. Et aujourd'hui d'autres combats sont à mener pour l'émancipation des exploités et des opprimés, dont le film ne parle pas, bien sûr.

Mais il n'a pas pour autant qu'une valeur historique. Il parlera à l'intelligence et au cœur de tous ceux qui sont dans le camp des exploités et qui savent qu'il faut se préparer avec autant de détermination et de courage aux combats que les exploités, noirs et blancs ensemble, devront livrer cette fois en se donnant leurs propres chefs et sous leur propre drapeau, celui du communisme, celui de la fin de toute oppression et de toute exploitation.

Dominique CHABLIS

Fête de Lutte Ouvrière
de MARSEILLE
Dimanche 13 mai à partir de 12 heures
Parc des loisirs de Valabre
GARDANNE

2, 3, 4 juin 1990 la FETE de Lutte Ouvrière dans quatre semaines !

C'est-à-dire qu'il est temps pour tous de retenir votre week-end, d'acheter vos cartes d'entrée auprès des militants de Lutte Ouvrière (40 F à l'avance au lieu de 50 F sur place), de vous procurer des bons (8 F, payés à l'avance, vous donnent un bon avec un pouvoir d'achat de 10 F dans la fête). Comme il est temps, si vous habitez une ville de province, de vous renseigner pour connaître les possibilités de voyages collectifs organisés à partir de la plupart des grandes villes.

☆ **La Fête,**
c'est plus de stands de nourriture, de jeux, plus de spectacles et d'animations que vous ne pourrez en voir,
c'est plus d'expositions, de débats sur des sujets politiques ou scientifiques que vous ne pourrez en suivre,
c'est plus d'amis que vous ne pourrez en connaître.
Et puis c'est une façon de dire que les idées communistes représentent toujours un espoir pour l'humanité. Tout cela, dans un cadre de verdure et une ambiance fraternelle.
Bref, le week-end de la Pentecôte, venez à la vingtième fête de Lutte Ouvrière, à Presles dans le Val-d'Oise.

COMMENT SE RENDRE A NOTRE FETE

Rien de plus facile.

Ceux qui habitent Paris auront à leur disposition une navette d'autocars gratuits à partir de la Porte de La Chapelle.

Quant à ceux qui viennent de province, ils pourront s'informer auprès de nos militants des voyages collectifs organisés à partir de la plupart des grandes villes.

La présence des groupes politiques

Cette année, comme les années précédentes, les visiteurs de la fête pourront y rencontrer de nombreux groupes politiques de gauche et d'extrême-gauche autres que Lutte Ouvrière, des associations ou comités de solidarité divers venus de France ou d'autres pays qui, tous, disposeront d'un stand pour présenter leurs idées, leurs activités, leurs actions.

Nous-mêmes, Lutte Ouvrière, avons bien souvent des désaccords fondamentaux avec ces groupes. Mais c'est bien volontiers que nous leur donnons, lorsqu'ils le demandent, la possibilité d'y être représentés. Car nous voulons réhabiliter, de la façon la plus vivante possible, la démocratie ouvrière telle qu'elle existait aux origines du mouvement ouvrier ; une démocratie ouvrière étouffée et écrasée pendant des décennies par les sociaux-démocrates et les staliniens, et avec laquelle il est vital que le mouvement ouvrier renoue.

Rappelons donc que les organisations, les groupes, les associations qui souhaiteraient disposer d'un stand à la fête de Lutte Ouvrière, les 2, 3 et 4 juin prochains, doivent en faire la demande, très vite maintenant, en écrivant à :

Lutte Ouvrière
A l'attention de J.-P. Vial
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18

PODIUM CENTRAL
THEATRE DE VERDURE
JAZZ CITY
VILLAGE ESPAGNOL...

DES DIZAINES DE SPECTACLES NON STOP

Notre programme complet, c'est pour plus tard, bien sûr.

Mais nous pouvons annoncer la participation de :

THE CHANCE ORCHESTRA qui nous promettent samedi soir une chaude ambiance.

MICHEL LEGRAND et son spectacle de jazz et de chansons.

CHEB KADER qui nous fera connaître la musique raï.

Miguel Angel ESTRELLA et les musiciens qui forment avec lui le Cuarteto "dos Mundos" donnera un concert lundi après-midi.

BILL DERAIME donnera son récital, lundi après-midi au Podium Central.

Au Théâtre de Verdure vous pourrez voir, dimanche soir, Jean-Pierre CHABROL...

Ce n'est qu'un début...

Bill Deraime en récital à la fête

☆ C'est un vieil ami de la Fête qui nous revient. Voici bientôt vingt ans, il chantait à Mériel, en duo avec sa compagne. Leur nom de scène alors : *«Bill et Flo»*.

Il chantera lundi après-midi au Podium Central. Il est toujours aussi fou de blues. Avec, aussi à son programme, du reggae, du rock et du boogie.

ÇA VA CHAUFFER A JAZZ-CITY !

☆ **Cette année encore, les amateurs de jazz et de blues pourront se livrer à leurs vices favoris : remplir leurs oreilles de sons dissonants et remuer le pied sur des rythmes endiablés.**

Pendant qu'ils dégusteront un copieux petit déjeuner à base d'œufs, de bacon, de café et de jus d'orange, ils pourront assister ou participer, le dimanche et le lundi matin, à un «bœuf» ouvert à tous les amateurs.

Les après-midis et les soirées seront réservées au shopping (disques et disques-compacts, livres et brochures sur le jazz ou le blues) et bien sûr aux concerts jusqu'à 23 heures.

Nous pouvons déjà annoncer le groupe de blues de Joe Rush et le quartet de jazz de Thierry Bruneau, dont la musique évoque celle d'un saxophoniste disparu, Eric Dolphy.

Enfin, dans la nuit du dimanche au lundi, grand bal «jazz» de minuit à l'aube.

Deux cinémas

fonctionnent en permanence dans la fête. Nous en sommes au début de notre programmation, mais nous pouvons annoncer les films suivants :
BORIS GODOUNOV de Andrzej Zulawski.
MAMAN de Romain Goupil.
NATIVE SON (UN ENFANT DU PAYS) de Jerold Freedman.
LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE d'Etienne Chatilliez.
LA VIE ET RIEN D'AUTRE de Bertrand Tavernier.

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995